



**SPECTACULAIRE EXERCICE AVEC MUNITIONS RÉELLES
À LA 2^E RÉGION MILITAIRE**

L'ANP sort la grosse artillerie

P 5

ENTREPRENEURIAT
**La 2^e édition
de l'ACF du
15 au 17 juin
à Annaba**

Le Courrier

L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

Quotidien national d'information - Prix Algérie 10 DA - France 1 Euro

P 4

Mercredi 31 mai 2023 - www.lecourrier-dalgerie.com - N°5854 - 20^e année

**OFFRE D'ALVIAR
EN PRÉVISION
DE L'AÏD EL-ADHA**



**« Votre
mouton
par facilité
à partir de
45 000 DA »**

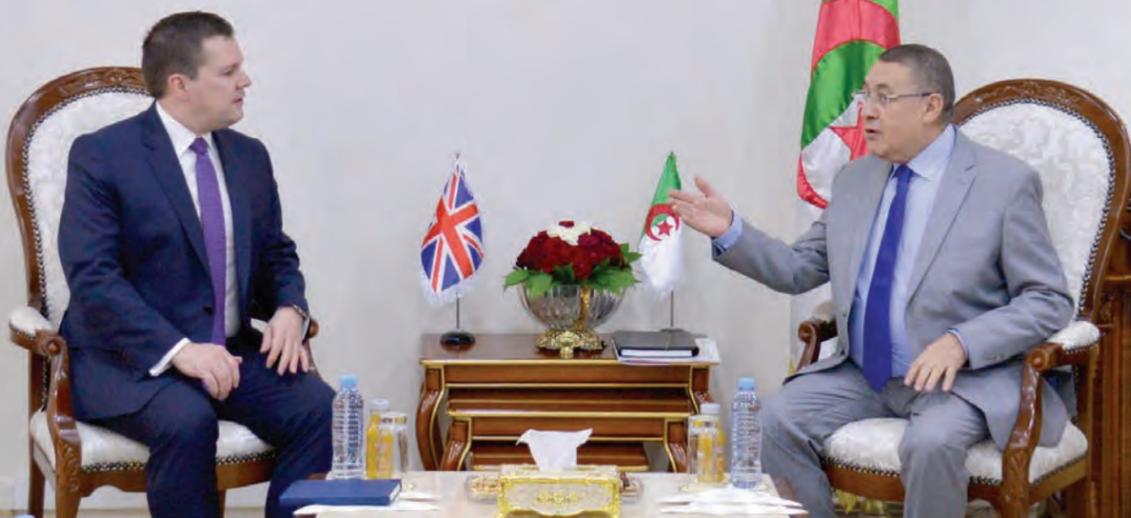
P 16

**LUTTE CONTRE L'IMMIGRATION CLANDESTINE
ET LES CRIMES TRANSFRONTALIERS**

Les Anglais veulent coopérer avec l'Algérie

LIRE EN PAGE 3

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a reçu, hier à Alger, le ministre d'État britannique à l'Immigration, Robert Jenrick, avec lequel il a évoqué l'état des relations de coopération entre les deux pays, indique un communiqué du ministère.



PH: DR

**RÉUNION DES MINISTRES
DU COMMERCE
DE LA ZLECAF**

**Tayeb Zitouni
à pied d'œuvre
à Naïrobi**

P 5

**FINALE RETOUR
DE LA COUPE DE LA CAF**



**USMA-Young
Africans
maintenu au
stade du 5-Juillet**

P 8

**HIPPODROME
BAZER SAKHRA - EL EULMA
CET APRÈS-MIDI À 16H00**

**Mabrouket
El Hocein,
sous les feux
de la rampe**

P 14

CANDIDATURE DE L'ALGÉRIE AU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU

Ahmed Attaf à New York

Mandaté par le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, s'est rendu, hier, à New York, au siège des Nations Unies, dans le cadre d'une visite de travail s'inscrivant dans la préparation des élections de renouvellement des membres non permanents du Conseil de sécurité, le 6 juin prochain, par l'Assemblée générale.



P 5

DÉCOLONISATION DU SAHARA OCCIDENTAL, REPRÉSENTATION AU CONSEIL DE SÉCURITÉ, PAIX ET DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE

L'Algérie défend les causes africaines justes

S'exprimant à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de l'Afrique, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a affirmé, lundi, à Alger, que l'Afrique ne pourra tourner la dernière page de l'histoire du colonialisme qu'avec l'indépendance du peuple sahraoui.

Ph : DR



"Alors que nous célébrons, aujourd'hui, nos réalisations communes dans les domaines de la préservation de la paix et de la sécurité et de la promotion de l'intégration économique dans le sillage de l'opérationnalisation de la Zone de libre-échange continentale africaine, qui constitue le thème de l'année de l'Union africaine, nous nous devons de ne pas oublier que nos sœurs et nos frères dans la dernière colonie d'Afrique, au Sahara occidental précisément, attendent notre soutien pour pouvoir exercer leur droit inaliénable et imprescriptible à l'autodétermination", a souligné le chef de la diplomatie algérienne dans une allocution prononcée à l'occasion.

"Le peuple sahraoui, aspirant à la libération et à l'émancipation, comme tous les autres peuples africains qui l'ont précédé dans l'accession à la liberté et à l'indépendance, nous appelle à l'aide, et nous n'avons pas le droit d'ignorer cet appel", a-t-il ajouté.

DANGER À L'HORIZON D'UNE AUTRE DIVISION DU SOUDAN

S'agissant de la crise au Soudan, le ministre Attaf, a appelé à "ne pas négliger la souffrance des Soudanais à la suite de la crise qui frappe ce pays frère, depuis plus d'un mois, une crise qui a coûté la vie à des centaines d'innocents et déplacé des centaines de milliers de civils sans défense, en plus des signes d'une catastrophe humanitaire imminente et du danger qui se profile à l'horizon sombre d'une autre division du Soudan".

L'Algérie appelle, ajoute le ministre, à redoubler d'efforts et à coordonner les initiatives de tous les acteurs internationaux et régionaux afin d'aider à faire sortir le Soudan de la spirale de la violence, de la division et des combats qui l'affligent.

TOUJOURS POUR LA PAIX AU MALI

Évoquant la crise malienne, le chef de la diplomatie algé-

rienne, a réaffirmé la poursuite des efforts de l'Algérie à la tête de la Médiation internationale pour le suivi du processus de paix et de réconciliation dans la République sœur du Mali, tout en saluant l'attachement des parties maliennes à l'Accord d'Alger et leur engagement sincère dans les efforts que l'Algérie a récemment initiés en vue de surmonter les difficultés actuelles et assurer une reprise rapide de la mise en œuvre de l'Accord (...).

Il a en outre, rappelé, l'initiative prise par l'Algérie en vue de réactiver et redynamiser le rôle du Comité d'état-major opérationnel conjoint dans la lutte contre les phénomènes du terrorisme et de la criminalité transnationale.

L'AFRIQUE VICTIME D'UNE INJUSTICE HISTORIQUE À L'ONU

Pour ce qui est de la candidature de l'Algérie au poste de membre non permanent au Conseil de sécurité pour la période 2024-2025, lors des élections qui se tiendront le 6 juin, Attaf a fait savoir qu'elle s'inscrit "dans le cadre de son engagement à contribuer, en tant qu'acteur influent, à la prise en charge des défis internationaux".

Des objectifs que l'Algérie pourrait atteindre, souligne le ministre, en mettant en avant des « idées et initiatives de nature à renforcer l'action multilatérale dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales, ainsi que pour relancer la coopération internationale et la doter des moyens nécessaires pour répondre aux besoins et aspirations de l'humanité toute entière ».

Le ministre Attaf, a tenu à rappeler, dans ce sens, "l'injustice historique" subie par l'Afrique, qui demeure, à ce jour, le seul à ne pas être représenté dans la catégorie des membres permanents, et celui qui est le moins représenté dans celle des membres non permanents" au sein du Conseil de sécurité des Nations unies.

Pour mettre fin à cette injustice, le ministre a indiqué que "l'Algérie s'engage à

poursuivre sa contribution pour resserrer les rangs africains au sein de cette instance et assurer une défense plus efficace des aspirations légitimes" du continent.

Le chef de la diplomatie algérienne, a, par ailleurs, exprimé la "profonde gratitude" de l'Algérie à l'UA, à la Ligue arabe et à l'Organisation de la coopération islamique pour leur soutien à cette candidature, rappelant que "l'Algérie compte sur l'appui de tous les pays frères et amis pour qu'elle puisse s'acquitter de ce mandat continental", dont le slogan est "Ensemble pour défendre les principes et objectifs de la Charte des Nations unies pour un avenir meilleur pour tous".

Attaf a également évoqué la situation "exceptionnelle" dans laquelle se trouve le monde et qui "nous offre une occasion précieuse de contribuer à corriger les faiblesses structurelles du système international, en focalisant nos efforts sur la nécessité de remédier à la marginalisation injuste dont notre continent est victime depuis près de huit décennies", appelant à resserrer les rangs et parler d'une seule voix pour "peser de tout notre poids dans les différentes enceintes internationales".

L'ALGÉRIE ACTEUR ACTIF DANS L'EFFORT COLLECTIF AFRICAIN

Sur le volet économique et les efforts de l'Algérie pour le développement de l'Afrique, le chef de la diplomatie algérienne a réitéré l'engagement de l'Algérie à demeurer un acteur actif et une partie intégrante de l'effort collectif africain visant à relever les défis du développement économique et à concrétiser la vision ambitieuse élaborée dans le cadre de l'Agenda de l'Union africaine (UA), connu sous le nom de l'Agenda 2063.

"L'Algérie, fière de son appartenance africaine enracinée et fermement attachée au projet de l'unité continentale, joint aujourd'hui sa voix à celles de ses frères africains, pour renouveler son engagement et son adhésion aux principes et objectifs de l'UA,

face aux défis multidimensionnels qui continuent de menacer la sécurité et la stabilité de nos pays et peuples et sapent nos efforts destinés à atteindre un développement durable et la prospérité légitime", a déclaré, dans ce sens, le ministre Attaf.

Cette vision, poursuit le ministre, a été placée au cœur de la nouvelle orientation que le président de la République a conféré à la dimension africaine de la politique étrangère de l'Algérie".

Une approche, enchaîne-t-il, que l'Algérie « s'efforce actuellement de concrétiser à travers l'exécution de projets de développement au profit de plusieurs pays africains frères, dont la mise en œuvre est supervisée par l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement, qui a été renforcée, sur décision du président de la République, par une enveloppe financière d'un milliard de dollars américains".

GROSSE DÉBAUCHE D'ÉNERGIE AU PROFIT DE L'AFRIQUE

Le ministre, a rappelé, dans ce cadre, que l'Algérie s'emploie, à mobiliser, dans le cadre de cette approche, les ressources et les énergies pour parachever la réalisation de projets structurants intégrateurs à caractère régional et continental, en citant à titre d'exemple, le projet de la Route transsaharienne, le Gazoduc Lagos-Alger, le projet de la Dorsale transsaharienne à fibre optique, ainsi que le projet routier reliant Tindouf et la ville mauritanienne de Zouerate.

Ces efforts en faveur du renforcement de ses contributions dans le domaine du développement économique en vue de parvenir à une prospérité partagée, ajoute le diplomate algérien, est complémentaire aux efforts qu'elle consent de longue date pour mettre fin aux conflits armés et préserver la sécurité et la stabilité dans son voisinage immédiat, ainsi que sur l'ensemble du continent africain".

La journée mondiale de l'Afrique célèbre l'anniversaire de la signature des accords de l'OUA (Organisation de l'unité africaine), le 25 mai 1963. C'est l'occasion pour chaque pays d'organiser des événements dans le but de favoriser le rapprochement entre les peuples africains. Cette journée est aujourd'hui devenue une tradition fortement enracinée dans l'ensemble des pays africains, et elle représente le symbole du combat de tout le continent africain pour la libération, le développement et le progrès économique.

Brahim O.

COLLOQUE INTERNATIONAL SUR L'EXPÉRIENCE ALGÉRIENNE EN MATIÈRE DE DÉMINAGE L'Algérie engagée pour une Afrique « déminée »

Dans son allocution à l'ouverture, hier, des travaux du Colloque international sur l'expérience algérienne en matière de déminage, au CIC Abdelatif Rahal, à Alger, le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Laïd Rebiga, a réaffirmé la disponibilité de l'Algérie à contribuer de façon « efficace et coordonnée » pour relever le défi en vue d'en finir avec les mines antipersonnel semées un peu partout à travers le monde et réduire les conséquences humanitaires et économiques découlant des mines antipersonnel et des explosifs". "Pour une Afrique sûre, l'expérience algérienne pionnière en matière de lutte contre les mines antipersonnel", se veut-on d'ailleurs comme le gage. « L'Algérie de par sa longue expérience dans le déminage réaffirme sa disponibilité pour prêter main forte à la communauté internationale pour relever « efficacement » et de façon coordonnée le défi des opérations de déminages à travers le monde », a déclaré le ministre, tout en rappelant que l'Algérie a signé la Convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel. À cette occasion, le ministre, a affirmé que "l'Algérie nouvelle œuvre sans relâche, dans le cadre d'une approche pour le renforcement de la coopération africaine et de la solidarité dans tous les domaines de manière à booster le développement dans le continent africain", comme l'a déjà souligné le président de la République, Abdelmadjid Tebboune à maintes reprises.

Le ministre a tenu, par ailleurs, à saluer, le rôle joué par l'Armée nationale pour se débarrasser des mines antipersonnel qui polluent les frontières pour permettre au citoyen de profiter de ses terres et de contribuer au développement du pays. Ce colloque vise à mettre en lumière les dégâts et séquelles des mines posées durant l'ère coloniale et à présenter les expériences des pays africains en matière de déminage. Quatre thèmes sont à aborder et analyser lors de cette rencontre internationale, à savoir: l'époque coloniale et les champs de mines, les expériences africaines en matière de lutte contre les mines, l'approche algérienne en matière de lutte contre les mines et les perspectives. Au lendemain de son indépendance, l'Algérie a entamé des opérations de déminages, à travers une stratégie nationale, laquelle a mobilisé des énergies humaines et un énorme potentiel matériel avec la contribution de l'Armée nationale populaire (ANP) pour l'assainissement des frontières minées et des résidus des explosifs posés à l'époque coloniale en plus d'une prise en charge médicale, sociale et psychologique des victimes des mines dans le cadre d'une politique nationale. L'Algérie a, par la même, réaffirmé sa fidélité à ses engagements internationaux en concrétisant son Programme national sur le déminage, conformément aux résolutions de la Convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel, ratifiée par l'Algérie en décembre 1997. Les pays africains continuent de lutter contre les mines antipersonnel héritées du colonialisme ou implantées par les différents groupes armés opérant dans plusieurs régions. Le Sahara occidental est considéré comme un des territoires les plus pollués au monde par ces engins explosifs que le Maroc utilise en violation de toutes les conventions internationales.

B. O.

LUTTE CONTRE L'IMMIGRATION CLANDESTINE ET LES CRIMES TRANSFRONTALIERS

Le Royaume-Uni s'enquiert de l'expérience algérienne

Annoncée par le Daily Mail et rapportée par des médias tunisiens, une tournée de cinq jours dans plusieurs pays africains, a conduit le secrétaire d'État britannique à l'immigration, Robert Jenrick, à Alger où il est arrivé hier, venant de Tunis.



Ph : DR

Cette tournée s'inscrit dans le cadre des efforts menés par le gouvernement britannique pour lutter contre les réseaux d'immigration irrégulière. Dans ce but, la Grande Bretagne veut améliorer le niveau de coopération avec la Tunisie et l'Algérie dans ce domaine, d'après des sources britanniques qui précisent que de nouvelles mesures sont prévues pour réduire le nombre des migrants irréguliers en provenance d'Afrique pour faire face à l'augmentation des flux migratoires vers son territoire et éradiquer les réseaux d'immigration irrégulière. Autrement dit, un durcissement de la politique britannique en matière d'immigration illégale. Une nouvelle loi va permettre à Londres d'empêcher les migrants d'entrer en Grande Bretagne. Le durcissement pourrait même concerner,

d'après les spécialistes, le droit d'asile. En Algérie, le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) a lancé en novembre dernier une étude sur le phénomène de l'immigration clandestine avec toutes ses dimensions et ses répercussions sociales et économiques. L'objectif est l'élaboration d'une stratégie nationale pour faire face à ce phénomène dans le plein respect des engagements pris par l'Algérie notamment ceux liés au respect des droits de l'Homme et les droits des migrants. En matière de lutte contre l'immigration clandestine, l'Algérie prône une approche globale et complémentaire pour lutter contre ce phénomène qui prend en compte les intérêts des pays d'origine, de transit et d'accueil et à un partage équitable des responsabilités entre ces pays. Cette approche a été présentée lors des travaux de la 16e se-

sion de l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée (APM) à Dubaï (Emirats arabes unis), en mars 2022. Il s'agit de lutter contre les réseaux criminels qui se livrent au trafic de migrants et de tarir leurs sources de financement, tout en mettant en valeur les capacités des migrants en provenance des pays du sud de la Méditerranée. Les pays du nord de la Méditerranée doivent investir dans les pays considérés comme sources de migrants, à y transférer les sièges des sociétés d'investissement, à former leurs cadres et à lutter contre les politiques d'immigration dites sélectives. Au plan bilatéral, par ailleurs, d'excellentes relations existent entre l'Algérie et la Grande Bretagne. Au début de ce mois, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, s'est entretenu avec le ministre d'Etat britannique aux

Affaires étrangères, Lord Tariq Ahmad de Wimbledon, dans le cadre de la visite officielle qu'il a effectuée à Londres pour représenter le président Abdelmajid Tebboune, à la cérémonie de couronnement du Roi Charles III. Ce fut l'occasion, pour les deux parties d'examiner l'état des relations bilatérales et les perspectives de leur renforcement dans les domaines de l'énergie, du commerce, de la sécurité et de la culture. Les deux ministres sont convenus de relancer le Groupe de travail conjoint pour le renforcement du cadre global de la coopération économique dans la perspective de bâtir un partenariat solide qui soit à la hauteur des potentialités économiques et humaines des deux pays. Prochainement se tiendra la session du dialogue stratégique algéro-britannique. Dans cette perspective, l'entretien entre les deux ministres a donné lieu à un échange de vues sur "plusieurs questions d'intérêt commun, dont notamment les situations au Mali, en Libye et dans l'espace sahélo-saharien, ainsi que les développements enregistrés dans le traitement de la question du Sahara occidental. La détérioration de la situation sécuritaire et humanitaire au Soudan a été également abordée à la lumière des efforts en cours visant à faire cesser les hostilités militaires et à promouvoir une solution politique et durable à la crise dans ce pays.

M'hamed Rebah

LE MINISTRE D'ÉTAT BRITANNIQUE À L'IMMIGRATION À PROPOS DE LA SÉCURISATION DES FRONTIÈRES :

« Les efforts de l'Algérie sont exceptionnels »

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad, a reçu, hier à Alger, le ministre d'Etat britannique à l'Immigration, Robert Jenrick, avec lequel il a évoqué l'état des relations de coopération entre les deux pays, a indiqué un communiqué du ministère. La rencontre, intervenant dans le cadre de la visite officielle du ministre britannique en Algérie, a permis d'aborder "l'état des relations de coopération bilatérale, notamment la coopération sécuritaire", précise le communiqué. À cette occasion, Merad a mis en exergue "la priorité accordée par notre pays au renfor-

cement de la sécurité", soulignant que "l'approche algérienne repose sur la mobilisation de tous les moyens matériels, humains et technologiques, ainsi que sur la dimension de développement, notamment au niveau des régions frontalières, et la coordination avec les pays du voisinage". Le ministre a rappelé, par la même occasion, "la décision du président de la République d'affecter un montant d'un (1) milliard USD pour le financement de projets de développement en Afrique". Il a appelé, dans ce sens, à "l'élargissement des domaines de coopération commune, notamment les domaines économiques

hors hydrocarbures dans le sillage du nouveau système de facilitation de l'investissement et de la dynamique prometteuse enclenchée dans le pays", ajoute-t-on de même source. Pour sa part, le ministre britannique a salué "les efforts exceptionnels de l'Algérie et son expérience dans le domaine du renforcement de la sécurité des frontières et de la lutte contre le crime organisé transfrontalier", exprimant sa volonté de "renforcer et d'appuyer la coordination sécuritaire, notamment à la lumière des défis communs auxquels font face les deux pays".

R. N.

PROJET DE GAZODUC RELIANT L'ALGÉRIE ET L'ITALIE POUR LE TRANSPORT D'HYDROGÈNE

Trois pays apportent leur soutien

C'est un média espagnol, The Objective, qui le rapporte : il y a quelques jours, les ministres de l'Énergie d'Italie, d'Autriche et d'Allemagne ont signé une lettre conjointe de soutien politique au développement du gazoduc SoutH2Corridor, préparé pour le transport de l'hydrogène et qui devrait être le principal moyen de transport réseau en Europe. Il aura plus de 3 000 kilomètres et

transportera deux fois plus de tonnes d'hydrogène que le H2Med mené par l'Espagne avec la France et le Portugal, précise la même source qui ajoute qu'il sera opérationnel avant 2030 et reliera l'Afrique du Nord à l'Italie, l'Autriche et l'Allemagne pour le transport de l'hydrogène. Il aura une capacité de quatre millions de tonnes d'hydrogène par an, soit l'équivalent de 133,2 TWh/an. Parlant de ce nouveau

projet de gazoduc entre l'Algérie et l'Italie, le président Abdelmajid Tebboune avait affirmé, en janvier dernier à Alger, qu'il revêtait "une importance extrême" et "sera réalisé en peu de temps", pour permettre à l'Algérie d'exporter outre le gaz, l'électricité, l'ammoniac et l'hydrogène. Le président Tebboune s'exprimait, lors d'un point de presse avec la présidente du Conseil des ministres italien, Giorgia

Meloni, qui était en visite à Alger. Deux mois après, dans une interview accordée à la chaîne d'information Al-Jazeera, le chef de l'État avait fait savoir que ce projet « fait face à des difficultés de financement par l'Union européenne (UE) », soulignant, à ce propos, la possibilité de son financement par l'Algérie et l'Italie dans le cadre du partenariat qui les lie.

M. R.

LES PARTICIPANTS AU FORUM ÉCONOMIQUE DE TURIN

« L'Algérie, un partenaire fiable »

Les intervenants algériens au forum économique, dédié aux perspectives de développement de l'industrie automobile en Algérie, organisé par l'ambassade d'Algérie en Italie à Turin, ont souligné l'engagement des hautes autorités du pays en faveur de la transformation structurelle de l'économie nationale, notamment par l'adoption d'un nouveau cadre réglementaire très attractif aux IDE. Ils ont, également, donné un aperçu général sur le marché de l'automobile en Algérie et ses nombreux atouts, à l'instar des coûts d'énergie compétitifs, des avantages fiscaux et de l'ouverture sur les marchés africains. Pour leur part, les intervenants italiens se sont félicités du développement « sans précédent » que connaissent les relations algéro-italiennes depuis quelques années, tant sur le plan politique qu'économique et commercial. Ils ont présenté l'Algérie comme un partenaire fiable, offrant des opportunités intéressantes aux entreprises italiennes en tant que plaque tournante pour l'exportation des véhicules vers l'Afrique et les pays arabes. Ils ont, par ailleurs, souligné l'expertise et l'excellence de fabrication dont jouissent les opérateurs et équipementiers italiens de l'automobile, disposés à faire bénéficier l'Algérie de leur savoir-faire avéré. À noter que le forum économique, dédié aux perspectives de développement de l'industrie automobile en Algérie, a été organisé en collaboration avec l'Association nationale de la filière de l'industrie automobile italienne « Anfia » et en partenariat avec le groupe (Fiat). Cet événement, qui s'inscrit dans le cadre des efforts consentis par les pouvoirs publics algériens pour développer des partenariats industriels structurants avec l'Italie, avait pour objectif de présenter, aux équipementiers italiens du secteur automobile, les avantages comparatifs et les opportunités d'investissements que recèle le marché algérien, à la lumière de l'amélioration substantielle du climat des affaires et de l'implantation récente du groupe Fiat à Oran, dont la production locale est prévue pour la fin 2023. Le Forum a connu la participation d'une cinquantaine d'équipementiers italiens et d'une centaine d'opérateurs économiques, responsables locaux et experts des deux côtés. Sont intervenus à l'ouverture de ce forum, le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, le vice-ministre italien de l'Entreprise et du Made in Italy, Valentino Valentini, le président de l'Anfia, Paolo Scudieri, l'ambassadeur d'Algérie en Italie, Abdelkrim Touahria, le PDG de Fiat et Global CMO de Stellantis, Olivier François et la conseillère aux activités productives de la municipalité de Turin, Gianna Pentenero.

Ania Nch

CLÔTURE AUJOURD'HUI DE LA 49^E CONFÉRENCE DE L'OAA À ALGER

Pour une croissance économique sans risques en Afrique

L'heure a sonné pour que l'industrie des assurances algériennes, en particulier, et africaines, dans une vision plus large, s'accorde avec la croissance en cours aux niveaux local, continental et mondial.



PH: DR

Selon les intervenants aux travaux de la 49^{ème} Conférence et AG de l'Organisation africaine des assurances (OAA), depuis lundi, les défis à relever, que ce soit à l'échelle africaine ou locale, sont nombreux. Au niveau local, les ministres et experts algériens ont annoncé la mise en place d'un nouveau cadre réglementaire, par l'introduction de nouveaux mécanismes, afin d'apporter de nouvelles solutions, et réévaluer ainsi les prises en charge des indemnités des risques. Une initiative qui traduit bien les réformes structurelles engagées par les pouvoirs publics et l'intérêt de l'État, qui vise à améliorer l'organisation et les performances du marché des assurances. Une nouvelle vision qui comporte un certain nombre de nouveautés, à commencer par la mise en place d'une autorité de régulation indépendante, l'introduction des technologies de l'information. Selon les spécialistes algériens des assurances, il est plus que nécessaire de dépasser le carcan administratif de la gestion des assurances. Selon eux, les compagnies d'assurance doivent augmenter leurs parts du marché local et avoir les outils, techniquement et financièrement suffisants pour être capable de faire face à la concurrence internationale.

OUVERTURE, AUJOURD'HUI, DE L'AG SOUS LA PRÉSIDENTE DE L'ALGÉRIE

Dans ce contexte, le ministre des Finances, Laâziz Faïd, s'est dit convaincu que les travaux de la conférence aboutiront à des recommandations à même de "renforcer le rôle de l'industrie de l'assurance afin de garantir des couvertures en assurance appropriées aux besoins de l'économie africaine". Faïd a rappelé, dans ce sens, les réformes engagées dans le secteur des finances en Algérie, la branche de l'assurance et réassurance en particulier qui "jouit d'un grand intérêt", l'Algérie ayant connu en 1995 la libération de cette activité ce qui a permis d'ouvrir le marché de l'assurance à l'investissement privé et étranger. À noter que l'Algé-

rie prendra la présidence annuelle de l'organisation lors des travaux de l'AG de l'OAA, prévue aujourd'hui.

UN DÉVELOPPEMENT DURABLE ET UNE RÉSILIENCE RENFORCÉE

Outre l'annonce faite par le Premier ministre, Aïmène Benabderrahmane, sur le nouveau projet de loi sur les assurances, un secteur en pleine mutation et en phase de finalisation et de digitalisation, le président de l'OAA, Ben Kajwang, a appelé de son côté les gouvernements africains à « développer des subventions aux primes du marché de l'assurance agricole et à travailler pour l'amélioration de l'éducation financière des agriculteurs dans une région où le marché des assurances agricoles reste sous-développé avec une faible gamme de produits ». En effet, selon les chiffres avancés par le premier responsable de l'Organisation, « seulement 1% des petits exploitants agricoles africains sont aujourd'hui couverts par l'assurance, dans un continent qui possède 65% des terres arables non cultivées dans le monde. En chiffres, selon le président de l'OAA, plus de 60% de la population africaine est engagée dans l'agriculture et environ 23% du PIB de l'Afrique proviennent de l'agriculture. D'autre part, pour la représentante résidente du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en Algérie, Blerta Aliko, « les actions engagées par le PNUD ont pour objectif le développement durable, afin d'éliminer la faim et assurer la sécurité alimentaire, renforcer la résilience climatique des petits exploitants agricoles en Afrique et en Asie, et créer des partenariats au profit des agriculteurs, afin qu'ils s'adaptent et renforcent leur résilience aux inondations et aux calamités naturelles ».

METTRE À JOUR LE PROJET DE LOI SUR LES ASSURANCES

Les différents textes juridiques régissant le projet de loi sur les assurances seront appelés à être modifiés, selon

les déclarations du Directeur chargé des assurances au niveau du ministère des Finances, en l'occurrence Mr. Kamel Marami. Alors que les dernières modifications remontent à l'année 2006, dont la loi est répartie en quatre textes principaux, comme suit : l'ordonnance de 1995, modifiée en 2006, l'ordonnance de 1974, relative à l'obligation d'assurance des véhicules automobiles, l'ordonnance de 1996 liée aux garanties d'assurance des exportations, ainsi que celle de 2003 relative à l'obligation d'assurance des catastrophes naturelles. Selon le responsable du ministère des Finances, ces nouvelles modifications auront pour but de « réorganiser le secteur et améliorer ses mécanismes, grâce notamment à la numérisation, l'inclusion de l'assurance "Takaful" et l'organisation de l'activité de supervision ». Dans son rapport, Mamari a fait part des ambitions du secteur d'atteindre un objectif commun entre tous les acteurs impliqués dans le domaine des assurances, à savoir « réunir tous les textes juridiques relatifs aux assurances dans un seul et même texte, en vue d'en faire une référence législative unifiée pour les secteurs des assurances et de réassurance en Algérie ».

Il s'agira donc, selon le

même responsable, de « réorganiser, contrôler et superviser le secteur des assurances », compte tenu du « chiffre d'affaires considérable » et de « l'augmentation du nombre de sociétés d'assurance, actuellement au nombre de « 25 entreprises » des assurances en Algérie. En effet, selon les déclarations du PM, Aïmène Benabderrahmane, le secteur des assurances a réalisé en 2022 en Algérie « un chiffre d'affaires de 155 milliards de dinars, soit une évolution de 6% par rapport à 2021, réalisée par l'ensemble des acteurs du secteur, qui compte, à titre indicatif, 25 sociétés (entre assurance et réassurance) dont 11 privées (dommages et personnes) ». Poursuivant son témoignage, Mamari a indiqué que « ce nouveau texte vient pour valoriser la grande expérience acquise par l'Algérie dans le secteur des assurances et de réassurance », tout en précisant « qu'il a été préparé en consultation avec les opérateurs du secteur, notamment à travers l'Union algérienne des Sociétés d'assurance et de réassurance (UASAR), ainsi que le Conseil national des assurances, dans le cadre d'une commission mise en place en 2022 supervisée par le ministère des Finances ».

Hamid Si Ahmed

ENTREPRENEURIAT

La 2^e édition de l'ACF du 15 au 17 juin à Annaba

La deuxième édition de la Foire Algérienne de l'entrepreneuriat, formation et réseaux professionnels « ACF » est prévue du 15 au 17 juin 2023, à l'hôtel Sheraton Annaba. Cette deuxième édition intervient après une première édition qui a connu un grand succès et une large participation, avec 56 exposants parmi eux des startups, des écoles de formation, des petites et moyennes entreprises, des incubateurs, de grandes entreprises dans divers domaines économiques y compris les services, des établissements financiers, les autorités publiques, et d'autres acteurs majeurs de l'écosystème, venant des différentes régions du pays, ont écrit les organisateurs de l'événement dans un communiqué de presse. Selon la même source, la première édition a également enregistré une affluente remarquable et record de visiteurs, dépassant le seuil des 7 000 visiteurs durant les 3 jours du salon, dont la plupart sont de jeunes entrepreneurs, des cadres et des salariés, des porteurs de projets, des professionnels et des experts, des universitaires, des étudiants, des chercheurs et des professeurs et des nouveaux diplômés. L'objectif de cette deuxième édition du Salon national « ACF » est de créer un climat d'opportunités et d'échanges entre l'ensemble des participants. Tout cela dans un cadre dynamique basé sur une approche humaine, directe et dont le but principal est de promouvoir l'écosystème entrepreneurial en Algérie. Ceci s'avère particulièrement important dans un contexte marqué par des avancées qualitatives majeures et un intérêt croissant des jeunes, qui ne manquent pas de potentiel et d'idées innovatrices, pour l'entrepreneuriat. L'entreprise Galacticom, organisatrice du salon en partenariat avec la Chambre de commerce et d'industrie Seybouse Annaba, l'Agence nationale de l'Emploi antenne Annaba, le Centre d'Innovation d'Annaba AIC, l'Université de Badji Mokhtar, l'École Supérieure des Sciences de Gestion d'Annaba, l'École Supérieure de Comptabilité et de Finance de Constantine, espère faire de cet événement un lieu d'échange d'idées et d'expériences dans le domaine de l'entrepreneuriat, de la formation et des réseaux professionnels.

Ania Nch

6^E RAPPORT NATIONAL SUR LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN

Le CNESE lance le processus d'élaboration

Le Président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), le Pr Khelladi Sidi Mohamed Bouchnak, a indiqué, hier, lors de son allocution à l'occasion du lancement du processus d'élaboration du 6^e Rapport national sur le développement Humain, que cette édition est placée sous le thème « L'éducation, un levier pour un développement plus inclusif et durable », expliquant dans ce sens qu'il sera question d'examiner le processus de formation cognitive du capital humain et sa contribution au développement inclusif et durable. Le président du CNESE, fait savoir que l'élaboration de ce rapport est

l'occasion de revisiter, dans un cadre concerté, les acquis dans différents domaines du bien-être tels que la promotion de la femme, la lutte contre les inégalités et la pauvreté, la croissance économique durable, les services de santé et d'éducation de qualité, etc. Il s'agit donc d'un document d'analyse et d'orientation qui met en exergue les défis majeurs auxquels notre pays est confronté en matière de développement humain, mais qui souligne également les opportunités de transformation et de résilience qui est à notre portée, a-t-il ajouté. La seconde raison de l'élaboration de ce rapport, est que cette édition pose explicitement la question de

la contribution de l'éducation à un développement plus durable et inclusif, au moment où l'Algérie affiche plus que jamais sa volonté d'accélérer la mise en œuvre d'un modèle de développement qui est fondé davantage sur le facteur humain. Il convient de souligner que ce thème s'inscrit en droite ligne dans les objectifs de l'agenda 2030 de développement durable, via, en particulier, les Objectifs 4 et 8 qui portent respectivement sur l'accès de tous à une éducation de qualité et sur la promotion d'une croissance économique soutenue, partagée et durable, a précisé le premier responsable du CNESE.

S.O.

SPECTACULAIRE EXERCICE AVEC MUNITIONS RÉELLES À LA 2E RÉGION MILITAIRE

L'ANP sort la grosse artillerie

Cet exercice militaire de haut vol et exécuté par les forces de l'Armée nationale populaire sous la supervision du Chef d'état-major, Saïd Chengriha, est un tir de sommation à l'endroit de toute partie qui conspire contre l'Algérie. L'ennemi est prévenu !



En effet, l'Ouest du pays a été le théâtre d'une grande démonstration de force de l'ANP, comme elle en savait bien faire avec professionnalisme. Notamment, lorsque la situation lui dicte de faire parler la poudre en ces temps des grands complots qui se trament de l'autre côté de nos frontières. Ainsi, dans la foulée de sa visite effectuée en 2e Région militaire, le Général d'armée Saïd Chengriha, Chef d'état-major de l'ANP, a supervisé, lundi soir, au niveau du 2e Polygone de Tir et de Manœuvres de Rdjam Demmouche, un exercice tactique de nuit avec munitions réelles. Intitulé «El-Israr-2023», cet exercice a été exécuté par les unités de la 8e Division Blindée, appuyées par des unités des Forces terrestres et des unités de soutien technico-aérien et de Défense aérienne du territoire. Selon un communiqué du MDN, Chengriha a, d'abord, suivi les exposés présentés

PH: DR

respectivement par le Commandant de la 2e Région Militaire et le Commandant de la 8e Division blindée, portant sur l'idée générale de l'exercice, scindé en deux phases, la première théorique, avec la participation des États-majors des Commandements régionaux et des unités participantes, la deuxième, dynamique, avec engagement des unités exécutantes. Ensuite, au niveau du 2e Polygone de Tir et de Manœuvres de Rdjam Demmouche, le général d'Armée a suivi de près le déroulement de l'exercice, exécuté de nuit, dans des conditions proches du réel, conformément au plan établi.

Les objectifs de cet exercice, explique le MDN, consistent à améliorer les aptitudes des états-majors dans la préparation et l'organisation

des actions de combat nocturne et la coordination entre les différentes forces, en sus de faire acquérir aux commandants l'expérience nécessaire en matière de conduite des unités, à travers la coordination et la collaboration entre les unités et les unités élémentaires, et aux équipages davantage de maîtrise des systèmes d'armes, et d'évaluer la disponibilité opérationnelle et la capacité de mener à bien, et en toutes circonstances, les missions de combat nocturnes.

À ce titre, le constat est vite établi, à savoir que l'exécution de cet exercice a mis en évidence « la disponibilité élevée des unités participantes et leur capacité à accomplir avec succès les tâches assignées, ainsi que la maîtrise par les équipages des armes et équi-

pements de haute technologie ». Elle a également, poursuit la même source, « démontré le développement atteint par nos Forces armées ces dernières années ». À l'issue de l'exercice, Chengriha a félicité les personnels des unités engagées, pour les énormes efforts qu'ils ont consentis tout au long de l'année de préparation au combat 2022-2023 et lors de la préparation et l'exécution de cet exercice. Dans ce cadre, il a valorisé les résultats enregistrés qui étaient en conformité avec les plans tracés, ainsi qu'avec les objectifs et la nature des missions principales imparties en territoire de compétence. Pour finir, le Général d'armée a passé en revue les formations engagées dans cet exercice.

Farid Guellil

IL REPRÉSENTE L'ALGÉRIE À LA RÉUNION DES MINISTRES DU COMMERCE DE LA ZLECAF

Tayeb Zitouni à pied d'œuvre à Nairobi

Dans le sillage des recommandations retenues pour l'année en cours par l'Union africaine (UA), concernant l'avancement du projet de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF), à savoir l'adoption des deux thèmes "accélération de la mise en œuvre de la ZLECAF" et "industrialisation inclusive du continent", une réunion s'est tenue hier à Nairobi, dans la capitale du Kenya, entre les ministres du Commerce de la ZLECAF, laquelle se prolongera jusqu'à aujourd'hui. Représentant de l'Algérie à cette rencontre, le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, tentera de réitérer l'engagement de l'Algérie en faveur de la pleine activation de la ZLECAF. Une rencontre qui aura pour but de donner une impulsion concrète à cet objectif inclusif et concrétiser sa mise à profit maximale, pour un projet qui représente l'une des solutions qui devront soutenir les réformes économiques et appuyer les engagements politiques dans plusieurs pays du continent, notamment ceux qui souffrent toujours des guerres, des conflits et de la pauvreté. Tournant historique traduisant la forte volonté africaine à l'horizon de l'Agenda 2063, l'objectif suprême de la ZLECAF est de consolider le commerce entre les pays du continent, de faire tomber les barrières et d'augmenter le produit intérieur continental à environ 450 milliards USD à l'horizon 2035. La ZLECAF offrira ainsi à l'Afrique les

moyens de définir de nouvelles conditions et de bénéficier des meilleurs avantages dans sa relation avec les grandes puissances économiques, grâce à une exploitation optimale des ressources du continent, ce qui en fait plus qu'un simple accord commercial, mais un véritable marché prometteur. Entre autres, la finalisation de ce projet de grande envergure permettra à l'ensemble des acteurs impliqués, d'améliorer la qualité de vie des populations, de créer davantage d'emplois, de créer un environnement

commercial stable et des liens socio-économiques solides entre les pays du continent, et de promouvoir l'investissement. Pour rappel, le Premier ministre, Aïmène Benabderrahmane, avait représenté le président Tebboune au 36e Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de l'Union africaine, qui s'était déroulé à Addis-Abeba, en Ethiopie, avec la participation des dirigeants de 34 pays africains et de 51 délégations.

H. S. A.

CANDIDATURE DE L'ALGÉRIE AU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU

Ahmed Attaf à New York

Mandaté par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, s'est rendu, hier, à New York, au siège des Nations unies, dans le cadre d'une visite de travail s'inscrivant dans la préparation des élections de renouvellement des membres non permanents du Conseil de sécurité, le 6 juin prochain, par l'Assemblée générale. Il convient de rappeler que l'Algérie participe à ces élections en tant que candidate au poste de membre non permanent du Conseil de sécurité pour la période 2024-2025. La candidature de notre pays a été précédemment soutenue et approuvée par l'Union africaine, la Ligue des États arabes et l'Organisation de la coopération islamique, ainsi que par de nombreux pays frères et amis, a déclaré Ahmed Attaf. Au cours de sa visite, le chef de la diplomatie algérienne est attendu pour des rencontres avec de nombreux représentants des États membres des Nations unies, ainsi qu'avec le Secrétaire général et les hauts responsables de cette organisation internationale. Le but de ces rencontres est de présenter les objectifs et les priorités que notre pays s'efforcera d'atteindre pendant son mandat au Conseil de sécurité, et de mobiliser davantage de soutien en prévision du scrutin du 6 juin, ainsi que de se préparer aux étapes qui suivront cette échéance annuelle.

R. N.

ENTAMÉE, HIER, À TRAVERS LE PAYS

Campagne de vaccination au profit des enfants de moins de 5 ans

Une campagne de vaccination des enfants âgés de moins de cinq ans, contre les maladies contagieuses a été lancée hier, à travers l'ensemble du territoire national, par le ministère de la Santé, en vue de vacciner près de 11,5% des enfants concernés, selon les dernières données de l'Office national des statistiques (ONS). Cette campagne qui s'étalera jusqu'à jeudi de la semaine prochaine, verra l'implication et la mobilisation du personnel des structures sanitaires, selon la même source, indiquant que « l'ensemble des structures sanitaires est dédié à la vaccination au niveau national » en plus, lit-on, de la mobilisation de centres mobiles au profit des habitants des régions éloignées ». Par ailleurs, les staffs médicaux et paramédicaux, quant à eux, encadrent depuis hier, « les campagnes de sensibilisation des parents », visant « à les raisonner sur l'importance de rattraper le retard accusé dans la vaccination de leurs enfants en vue de préserver leur santé », souligne le communiqué. L'objectif principal de cette campagne étant « l'amélioration de la couverture vaccinale des enfants » et en conséquence, souligne la même source « pour le bon déroulement de cette campagne, tous les moyens humains et matériels ont été déployés, dont les quantités suffisantes de vaccins ». Le ministère de la Santé a noté que les programmes précédents de vaccination ont contribué, au fil des années, « à lutter contre de graves maladies contagieuses et à la protection de la santé des enfants », sans manquer d'indiquer que notre pays « a franchi de grands pas dans ce domaine » notamment, grâce au calendrier national en vigueur, ayant permis une baisse significative du taux de mortalité infantile qui est passé, « de 230 décès /1000 naissances en 1985 » à « 18,9 décès/1000 naissances en 2020. », précise la même source.

Hadjer Bouazizi

DURCISSEMENT DES PEINES CONTRE LES AGRESSEURS D'ENSEIGNANTS

L'UNPEF salue la décision du Président

Le représentant de l'Union nationale des professionnels de l'éducation et de la formation (UNPEF), Sadek Dziri, a salué l'instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, donnée dimanche dernier lors du Conseil des ministres, et qui a trait au durcissement des sanctions infligées aux agresseurs d'enseignants. Dziri a estimé qu'une telle décision intervient après qu'il ait été enregistré une aggravation du phénomène de la violence dans le secteur de l'éducation nationale et la hausse des cas d'agression contre les enseignants. Cela inclura, a-t-il souligné, plus de sécurité dans le secteur comme cela a été fait dans le secteur de la Santé avec les médecins. Pour Dziri, les enseignants retrouveront, désormais, la place qu'ils méritent et seront mis à l'abri de tout acte de violence. En matière de chiffres, le syndicaliste a fait état d'une centaine de cas d'enseignants ayant subi toutes sortes de violences annuellement.

Ania Nch.

LES DETRES

POUR LEVER L'INTERDICTION DE RECRUTEMENT INFLIGÉE PAR LA FIFA
La JS Kabylie doit déboursier des milliards

La nouvelle direction de la JS Kabylie est dans une situation embarrassante. En cause, l'épineux problème des dettes accumulées dans des transactions de recrutement effectuées par ses prédécesseurs.

Évidemment, les clubs et les joueurs "lésés" n'ont pas hésité à saisir la première instance footballistique mondiale, en l'occurrence la FIFA pour qu'ils soient rétablis dans leurs droits. Cette dernière vient d'ailleurs de trancher sur les plaintes formulées par les "victimes", en décidant d'interdire le club algérien, passé sous la bannière de l'opérateur public de la téléphonie mobile à savoir, Mobilis, il y a quelques semaines, de tout recrutement au cours de la prochaine période des transferts.

Une sanction qui refroidit bien sûr les ambitions de la nouvelle direction kabyle, déterminée à monter une "grande équipe" dès l'exercice à venir et faire oublier les déboires de "Canaris" cette saison où ils ne se sont pas encore tirés d'affaires dans la lutte pour le maintien en Ligue 1.

De source bien informée, on apprend d'ailleurs que Mobilis a décidé de prendre le taureau par les cornes en clôturant une fois pour toutes le dossier des dettes.

Dans cette optique, la direction kabyle a pris hier attache avec l'avocat tunisien du joueur malien Doumbia et du Club africain, qui attend toujours d'encaisser les indemnités du transfert de son ex-joueur algérien Zerdoum vers la JSK, afin de régler les litiges définitivement.

L'avocat en question en a profité pour préciser à son interlocuteur de la JSK que d'autres affaires ne sont également pas réglées, dont les concernés détiennent tous des verdicts en leur faveur de la part de la FIFA. Il s'agit des joueurs Boumechra, Ali Haroun, Mouaki, et Bencherifa.



Les deux parties ont convenu donc de lever l'interdiction de recrutement FIFA infligée à la JSK.

Hakim S.

SÉRIEUX CONCURRENT DE L'ALGÉRIE POUR L'ORGANISATION DE LA CAN-2027
Vers le retrait de l'Égypte

Comme on le sait, la Confédération africaine de football (CAF) a récemment dévoilé les sept pays candidats à l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) 2027, parmi eux l'Algérie qui postule également à l'organisation de la CAN-2025. Outre l'Algérie, les autres pays ayant émis le vœu d'accueillir le rendez-vous continental de l'année 2027, sont : le Botswana, l'Égypte, un dossier conjoint tripartite regroupant l'Ouganda, la Tanzanie et le Kenya, ainsi que le Sénégal. Selon les informations en provenance du Caire, l'un de ces candidats vient d'abandonner la course, ce qui est déjà vu comme une bonne nouvelle pour l'Algérie, au cas où le comité exécutif de la CAF ne venait pas à convier à notre pays l'organisation de la CAN-2025. Il s'agi-



rait de l'Égypte, un concurrent de taille ayant déjà accueilli l'événement à quatre reprises (en 1974, 1986, 2006 et 2019). Le pays des Pharaons aurait décidé de se rétracter et de retirer sa candidature. Cette

information a été révélée par les journaux égyptiens. Selon ces mêmes sources, l'Égypte envisagerait d'organiser prochainement un événement mondial, et accueillir la CAN ne ferait que ralentir ses pré-

paratifs. Cette décision pourrait donner un avantage certain à l'Algérie dans la course à l'organisation de la CAN 2027. Il convient de rappeler que la CAF a fixé la date limite du 23 mai pour que les associations membres soumettent leur candidature finale pour l'organisation de la CAN 2027, incluant tous les documents requis, dûment signés.

Les visites d'inspection débiteront quant à elles le 1er juin. Ces visites permettront à la CAF d'évaluer les infrastructures, les installations et les capacités d'accueil des pays candidats, afin de rendre son verdict final au sujet de l'heureux pays qui accueillera et la CAN-2025 et celle de 2027. Un verdict devant tomber en juillet prochain. D'ici là, on croise les doigts.

H. S.

COUPE DE LA CAF/LANCEMENT HIER DE LA VENTE DES BILLETS DE LA FINALE RETOUR

USM Alger-Young Africans maintenu au stade du 5-Juillet

La finale retour de la Coupe de la CAF, entre l'USM Alger et les Tanzaniens de Young Africans, aura officiellement lieu au stade du 5-juillet, samedi prochain à partir de 20h00.

La direction du complexe olympique a annoncé, hier, l'ouverture de la plateforme "Tadkrati" pour le lancement de l'opération de la vente des tickets en prévision de ce rendez-vous qui devrait acter la première consécration africaine de Soustara.

La même source n'a pas, en revanche, précisé le nombre de tickets mis en vente, se contentant de fixer à 500 DA le prix du fameux sésame pour assister à cette rencontre qui drainera certainement la grande foule.

Cette décision a suscité le soulagement de la galerie usmiste qui nourrissait des craintes sur une éventuelle délocalisation de la partie au stade Nelson-Mandela, une proposition faite par la CAF via la FAF mais qui a été vite rejetée par la direction de la formation de "Soustara", vainqueur au match aller à Dar Essalam (2-1).

« Nous avons subi beaucoup de pressions. Certains voulaient domicilier cette finale au Nelson Mandela, mais nous avons refusé catégoriquement. Cette rencontre va se dérouler au



stade du 5-Juillet-1962 », a confié le patron de l'USMA, Ahmed Arab, au retour de son équipe de la capitale tanzanienne.

Puis de se justifier : « On a préféré le stade du 5 juillet parce que c'est notre stade. On le connaît et en plus il est grand. Le stade de Baraki pose problème notamment pour les supporters qui ne peuvent pas s'y garer, ils doivent

Rouge et Noir, sous la houlette de leur entraîneur, Abdelhak Benchikha, sont entrés, depuis hier, en stage bloqué au Centre technique de Sidi Moussa, mis à leur disposition par la FAF pour leur permettre de préparer dans les meilleures conditions la finale retour et offrir à l'Algérie un trophée africain samedi prochain.

Hakim S.

CAN-U23

Trois arbitres algériens retenus pour la phase finale

La commission d'arbitrage de la Confédération africaine de football (CAF) a retenu trois arbitres algériens, en vue de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023 des moins de 23 ans (U23), prévue du 24 juin au 8 juillet prochains. Il s'agit de l'arbitre directeur Youcef Gamouh, de l'arbitre assistant Adel Abane, alors que Mustapha Ghoal sera chargé de l'assistance vidéo à l'arbitrage (VAR), précise l'instance continentale dans un communiqué. La CAF a procédé le vendredi 5 mai 2023 au tirage au sort de la phase finale de la CAN U23. Le groupe A est composé du Ghana, de la Guinée, du Congo, et du Maroc, alors que groupe B comprend l'Égypte, tenante du trophée, le Gabon, le Niger, et le Mali. Pour rappel, la sélection algérienne, éliminée au 2e tour puis repêchée après la disqualification de la RD Congo, a été éliminée au 3e et dernier tour qualificatif par le Ghana.

ES SÉTIF

Achèvement en juin du processus de cession des actions à la Sonelgaz

Le président-directeur général du groupe Sonelgaz, Mourad Adjal, a indiqué, lundi après-midi à Sétif, que le processus de cession des actions de l'ES Sétif à la Sonelgaz sera achevé "au cours du mois de juin prochain". Le même responsable a expliqué, lors d'une conférence de presse animée aux côtés du wali de Sétif, Mohamed Lamine Deramchi au siège de la wilaya, en présence de nombreux anciens joueurs et entraîneurs de l'Entente, du président du conseil d'administration du club, Abdelhakim Serrar, du président du club amateur, Kamel Lafi, et de cadres du groupe Sonelgaz, que le processus de cession des actions se déroule sur un "bon rythme" et sera "définitivement achevé au cours du mois de juin". Le processus en question se poursuit "sans heurts", et "d'importants progrès ont été réalisés car nous cherchons à clôturer ce dossier le plus rapidement possible afin que la nouvelle direction reçoive le flambeau et puisse entamer son travail

dans de bonnes conditions", a tenu à souligner M. Adjal, ajoutant que le groupe Sonelgaz est "honoré de prendre en charge ce club-école". Le PDG de Sonelgaz a également indiqué que l'opération de cession des actions de l'ESS "en est au règlement des ultimes détails afin de permettre à l'équipe de démarrer la préparation de la prochaine saison 2023-2024 dans de très bonnes conditions pour que l'Entente retrouve son aura et renoue avec son statut de club taillé pour les titres". À une question relative aux projets prévus par la Sonelgaz au bénéfice du club-phare des Hauts plateaux, M. Adjal a déclaré que les discussions autour des projets d'avenir débiteront "dès l'achèvement du transfert officiel de propriété et la clarification de certains points". Il a souligné, dans ce contexte, qu'un programme sera tracé, comprenant l'achèvement de projets à long terme (horizon 2030-2035), en consultation et en coordination avec le président et les membres de la nouvelle direc-

tion. Il a cité, à ce propos, "l'existence d'un projet de construction d'un centre de formation". Le PDG de Sonelgaz n'a pas manqué, à cette occasion, de saluer les efforts déployés par les responsables du club depuis sa création en 1958, efforts qui ont permis à l'Entente Sportive Sétifienne de remporter 27 titres nationaux et continentaux. Il a également remercié les dirigeants actuels pour les facilités qu'ils ont consenties dans le cadre du processus de cession des actions. Pour sa part, le wali de Sétif a salué la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de lever le gel sur le projet du nouveau stade de 50 000 places "attendu depuis longtemps et avec impatience par le public sétifien", ainsi que le parrainage de l'ESS par le groupe Sonelgaz, décrits comme des "décisions pour le développement dont les fruits positifs seront bientôt cueillis, permettant au grand club sétifien d'entrer dans une nouvelle ère".

FINALE DE LA LIGUE EUROPE (CE SOIR À 20H00)

L'AS Rome défie le spécialiste sévillan

Six fois vainqueur de la Ligue Europa depuis 2006, le Séville FC, grand spécialiste de la compétition, tente la passe de sept mercredi soir à Budapest face à l'AS Rome de José Mourinho, de nouveau sur le devant de la scène lors d'une finale de Coupe d'Europe. Une saison sur un match. Les deux équipes, non qualifiées pour la Ligue des champions dans leurs championnats respectifs, ont l'occasion de sauver l'honneur à la Puskas Arena et d'obtenir, en cas de victoire, le sésame rêvé pour la prestigieuse C1. Le légendaire coach portugais essaiera d'offrir à la Roma sa deuxième coupe continentale en deux ans, après celle gagnée l'année dernière en Ligue Europa Conférence contre le Feyenoord Rotterdam. José Mourinho pourrait ainsi collectionner son sixième titre européen après ses deux Ligues des champions (2004 avec le FC Porto, 2010 avec l'Inter Milan), ses deux Ligues Europa (2003 avec le FC Porto, 2017 avec Manchester United) et la Ligue Europa Conférence glanée en 2022. La science du technicien lusitanien fera-t-elle de nouveau la différence? Le Portugais est redoutable dans ces rencontres-couperet puisqu'il ne s'est jamais incliné au cours d'une finale européenne, hormis trois échecs en Supercoupe. S'il parvenait à l'emporter, il rejoindrait Alex Ferguson et Giovanni Trapattoni, également sacrés six fois en Coupes d'Europe, juste derrière Carlo Ancelotti et ses neuf titres, offrant un deuxième trophée à la Roma après les deux finales perdues, en 1984 en C1 et en 1991 en C3. Cette nouvelle coupe permettrait surtout à la Louve de pouvoir faire son grand retour en Ligue des champions. Car la C1, objectif annoncé par ses dirigeants, n'est plus possible via le championnat après une fin de saison à l'envers: l'AS Rome reste sur une série de sept matches sans victoire (quatre nuls, trois défaites) et une 6e place de Série A, à une journée de la fin de saison. La victoire du club italien en Coupe d'Europe pourrait être le prélude à une fabuleux triplé transalpin, avant la finale de la Ligue Europa Conférence entre la Fiorentina et West Ham, le 7 juin, et celle de la Ligue des champions entre l'Inter Milan et Manchester City, le 10 juin. Les Romains, portés par une dizaine de milliers de supporters à Budapest et les 50 000 prévus au Stadio olimpico de Rome, pourront compter sur le retour de l'Italien Leonardo Spinazzola, sorti sur blessure lors de la demi-finale face au Bayer Leverkusen. Tout comm e sur la présence de Stephan El Shaarawy, qui avait senti une fatigue musculaire ce week-end. Touché à la cheville, l'Argentin Paulo Dybala pourrait également être aligné. De son côté, le FC Séville s'appuie aussi sur des statistiques impressionnantes: le club rouge et blanc, tout proche de la relégation en Liga il y a de cela deux mois à peine, est invaincu en finale de Ligue Europa avec six sacres, un record. En demi-finale, les hommes de José Luis Mendilibar, arrivé il y a quelques semaines après le départ de Jorge Sampaoli, ont déjà battu un club italien, venant à bout de la Juventus d'Allegri après prolongation (2-1) après un match nul ramené de Turin à l'aller (1-1). Actuellement onzièmes de Liga et ressuscités en quelques semaines par le coach espagnol, les Sévillans avaient pu s'appuyer au match retour sur le soutien de 42 000 supporters en transe. Mercredi, environ 10 000 chanteront à la Puskas Arena pour rêver d'un septième sacre.

ITALIE

Spalletti, "fatigué", confirme son départ de Naples

Luciano Spalletti, sacré champion d'Italie avec Naples, a confirmé lundi être "fatigué" et qu'il n'entraînerait ni le Napoli ni une autre équipe la saison prochaine, accélérant la quête d'un nouveau technicien chez les nouveaux maîtres de la Serie A.

"J'ai besoin de me reposer parce que je me sens un peu fatigué, j'ai besoin de rester un peu en retrait", a déclaré le technicien de 64 ans, en recevant un prix au centre technique national de Coverciano, à Florence. Aurelio De Laurentiis, président et propriétaire de Naples, avait annoncé dimanche soir que son entraîneur avait demandé une "année sabbatique". "Il a donné, je le remercie, et maintenant c'est bien qu'il continue à faire ce qu'il a envie de faire", avait ajouté "ADL" sur Rai3. "Je ne sais pas si on peut appeler ça une année sabbatique, mais je lui ai dit que je m'arrête cette saison, je n'entraîne ni Naples ni une autre équipe", a expliqué Spalletti, qui a conduit le club napolitain vers son premier scudetto depuis les deux de l'époque Maradona (1987 et 1990). "A mon âge, on peut décider de faire ce qu'on veut. Quand tu as devant toi une ville comme Naples, qui mérite de grandes choses, il faut se demander si tu es en capacité de te mettre à disposition. Naples ne mérite pas des choses normales, mais davantage. Cette année, je ne suis pas en capacité", a souligné l'entraîneur connu pour son caractère bien trempé.

LUIS ENRIQUE APPROCHÉ?

Spalletti part sur le plus beau titre de sa carrière, un premier scudetto auquel il

ne croyait probablement plus, quinze ans après les deux Coupes d'Italie (2007, 2008) et la Supercoupe d'Italie (2007) raflées avec l'AS Rome et plus de dix ans après ses titres de champion de Russie (2010, 2012) avec Saint-Pétersbourg, sa seule expérience à l'étranger. Sans attendre l'officialisation de son départ, évoqué depuis une dizaine de jours par les médias italiens, le Napoli s'était déjà lancé en quête d'un successeur, selon la presse. Sont évoqués les noms des Espagnols Luis Enrique et Rafael Benitez (ce dernier a déjà entraîné le club entre 2013 et 2015), actuellement libres, ou des Italiens Vincenzo Italiano (Fiorentina) et Thiago Motta (Bologne). Quel qu'il soit, le successeur n'aura pas la tâche facile. Naples, encensé pour son jeu offensif, a survolé le championnat cette saison, éga-

lant le record de précocité de la Serie A en assurant mathématiquement son titre début mai, à cinq journées de la fin de la saison.



Le Napoli a aussi atteint pour la première fois de son histoire les quarts de finale de la Ligue des champions, éliminé par l'AC Milan. Ce départ intervient alors que plusieurs joueurs clé du titre ne sont pas certains de rester, dont l'attaquant nigérian Victor Osimhen, très courtisé et grand admirateur de la Premier League anglaise, et le défenseur central sud-coréen Kim Min-jae, auquel s'intéresserait notamment Manchester United. Spalletti, présent au pied du Vésuve depuis l'été 2021, dirigera son dernier match dimanche au stade Diego Maradona, lors de la 38e et dernière journée de Serie A, contre la Sampdoria Gênes.

CHELSEA

Mauricio Pochettino est le nouvel entraîneur

En grande difficulté ces derniers mois, Chelsea a décidé de nommer Mauricio Pochettino pour relancer une machine enrayée. Sans club depuis son départ du PSG, l'Argentin aura la lourde tâche de remettre les pensionnaires de Stamford Bridge sur le droit chemin...

Chelsea a trouvé un nouveau capitaine pour son navire à la dérive ! Alors que les Blues ont achevé une triste saison de Premier League avec une 12e place de Premier League et une élimination en quarts de finale de la Ligue des Champions, le recrutement hivernal XXL du club anglais n'a pas permis de redresser la situation. Pire, les dirigeants londoniens ont dépensé plus de 600 millions d'euros depuis l'été dernier et l'arrivée du nouveau propriétaire Todd Boehly, en enregistrant pas moins de 16 nouveaux joueurs. Sans les résultats escomptés donc. Arrivé contre 25 millions d'euros, Graham Potter n'aura pas réussi à relancer la machine et aura fait les frais des résultats décevants des Blues depuis le début de la saison (17 victoires, 9 matches nuls et 12 défaites

toutes compétitions confondues). Malgré les moyens mis à la disposition de l'ancien entraîneur de Chelsea, même le dernier mercato a semblé chaotique avec l'arrivée de nombreux joueurs à fort potentiel sans grande cohérence, le club londonien est encore malade. Les dirigeants londoniens ont donc décidé de se séparer du technicien anglais avant de nommer Frank Lampard en tant qu'intérimaire. Sans plus de réussite.

MAURICIO POCHEKITINO, LA FIN DU BLUES ? Incapable d'exister face au Real Madrid sur la scène européenne, Chelsea a ainsi poursuivi sa série cauchemardesque malgré l'arrivée de l'ex-milieu de terrain (1 victoire, 1 nul et 6 défaites en 8 matches, 14 buts encaissés, 7 buts marqués). Pour réagir et tenter de faire peau neuve, les Blues ont donc officialisé la venue de Mauricio Pochettino qui aura la lourde tâche de redresser la barre. «Le Chelsea Football Club est heureux de confirmer que Mauricio Pochettino deviendra l'entraîneur-chef de l'équipe masculin-

ne à partir du début de la saison 2023/24. L'Argentin commencera son nouveau rôle le 1er juillet 2023 avec un contrat de deux ans, avec une option de club d'une année supplémentaire », peut-on d'ailleurs lire dans le communiqué du club anglais.

Il faut dire qu'après les dépenses pharaoniques consenties par les dirigeants londoniens, ces derniers désiraient ardemment un entraîneur capable de manager le vestiaire XXL des Blues pour enfin assurer des résultats convenables pour un club de ce standing. Passé par Tottenham et libre de tout contrat depuis son départ du Paris Saint-Germain en juillet 2022, l'Argentin aura cependant énormément de boulot pour remettre les pensionnaires de Stamford Bridge sur le droit chemin ! Plébiscité par les dirigeants londoniens, le natif de Murphy, âgé de 51 ans, devra dans cette optique trouver la bonne formule entre une jeunesse montante et des cadres déjà aguerries. Une mission complexe mais un défi intéressant, à l'heure où Chelsea nage en eaux troubles.

MANCHESTER UNITED

Erik ten Hag lance un ultimatum à Harry Maguire

Bien qu'il soit toujours officiellement le capitaine des Red Devils, Harry Maguire a été titularisé à seulement huit reprises en Premier League cette saison après être tombé au plus bas dans la hiérarchie des défenseurs centraux sous les ordres d'Erik ten Hag. Le tacticien néerlandais a d'ailleurs admis que l'international anglais n'était pas satisfait de son rôle avec les Mancunien. Il l'a également exhorté à prendre une décision concernant son avenir dès cet été. En effet, le défenseur de 30 ans pourrait faire ses bagages lors du prochain mercato estival.

«Je suis heureux qu'il soit là et quand nous avons eu besoin de lui, il a fait son travail. Mais c'est aussi une décision qu'il doit prendre. Personne ne serait satisfait de cette situation. Il n'est pas aussi bien. Il s'entraîne toujours au meilleur niveau, à 100 %. Il gère donc bien cette situation et, en tant que capitaine, il est important pour l'équipe mais il a une forte concurrence avec Raphaël Varane qui est fantastique », a notamment confié Erik ten Hag. Harry Maguire devrait donc rapidement décider s'il reste à Manchester United même si un départ semble plus probable...

BARÇA

Un club anglais prêt à mettre 50 M€ pour Jules Koundé

Le titre maintenant en poche et la saison quasiment terminée, le FC Barcelone prépare la saison prochaine. Parmi les rumeurs de départ, la presse espagnole annonçait que Jules Koundé souhaitait quitter le FC Barcelone. L'international français, un an après son arrivée, aurait demandé à partir en raison de son utilisation sur le terrain. Le joueur formé à Bordeaux a été utilisé très souvent en tant que latéral droit par Xavi. Un poste qu'il n'apprécie pas, lui, qui préfère évoluer en tant que central.

Depuis, la presse catalane a indiqué que deux clubs seraient déjà intéressés : Chelsea et Manchester United. Et les deux cadors anglais ne sont pas les seuls sur ce dossier puisque le Mirror annonce que Liverpool est intéressé par le défenseur de Barcelone. Jürgen Klopp apprécierait beaucoup son profil et les Reds pourraient offrir près de 50 millions d'euros pour se l'offrir. Un départ qui soulagerait les finances du FC Barcelone.

TOTTENHAM

Kane de nouveau retenu

À un an de la fin de son contrat, Harry Kane (29 ans, 38 matchs et 30 buts en Premier League cette saison) aurait pu aborder le mercato estival en position de force. Du moins si son président ne s'appelait pas Daniel Levy... Toujours aussi intransigeant, le patron de Tottenham refuse d'envisager le transfert de son attaquant, encore moins vers un concurrent comme Manchester United, précise le Daily Mirror. Également annoncé parmi les courtisans de l'international anglais, le Paris Saint-Germain aura peut-être davantage de chances. Mais la source indique que le club londonien est prêt à prendre le risque de perdre son capitaine libre en 2024.

MÉDÉA. INCENDIES DE FORÊTS

Mise en place de six pôles d'intervention

Six pôles d'intervention ont été mis en place à Médéa dans le cadre du dispositif de lutte contre les incendies de forêts dotés de moyens de lutte adéquats, a-t-on appris, lundi, auprès de la Conservation locale des forêts.

Selon le chef de service de protection du patrimoine forestier auprès de la Conservation des forêts de la wilaya de Médéa, Ahmed Salem, six (6) pôles d'intervention ont été ainsi mis en place à Médéa, Berrouaghia, Beni-Slimane, Ksar-el-Boukhari, Tablat et à Ain-Boucif couvrant chacun plusieurs communes exposées à des risques d'incendies de forêts ou de feux de récoltes. La mise en place de ces pôles d'intervention a pour but, a souligné le même responsable, de "mieux organiser et encadrer" les opérations de lutte anti-incendie, la maîtrise "rapide" des départs de feux et "limiter" autant que possible des dégâts susceptibles d'être occasionnés par des incendies. Ce type d'organisation vise également à assurer une "meilleure coordination" entre les différentes parties impliquées dans la lutte contre les incendies de forêts, à savoir la Protection civile, les collectivités locales et les comités de riverains, a ajouté M. Salem. Il a fait part, dans le même contexte, de la mise en place de pas moins de 49 brigades de riverains des zones forestières, dont la mission est d'appuyer en cas de besoins les équipes d'intervention de la Conservation des forêts et de la Protection civile qui sont appelées à intervenir sur des foyers d'incendies situés à proximité de leurs lieux

MILA. POMME DE TERRE Production prévisionnelle de 590.000 quintaux

La production de pomme de terre de saison, devrait atteindre au titre de l'actuelle saison agricole (2022/2023) près de 590.000 quintaux (qx) à Mila, a-t-on appris lundi du directeur des services agricoles, Soufiane Boudjaat. La superficie réservée à la culture de la pomme de terre pour cette saison avoisine 1.470 hectares dont 30 hectares consacrée à la culture de semences, a indiqué à l'APS le même responsable en précisant que la majorité de ces terres est concentrée dans les communes du sud de la wilaya. Cette superficie dépasse l'objectif initial de 1.432 hectares réservés à la culture de la pomme de terre à la faveur de l'adhésion des agriculteurs à la démarche d'extension des terres consacrées à ce type de culture, selon le même cadre. La récolte ainsi attendue dépassera la production de la saison précédente 2021/2022 qui était de 565.000 qx obtenus sur 1.260 hectares, a rappelé M. Boudjaat. La bonne organisation de la filière et la disponibilité des ressources d'eau d'irrigation depuis des forages et au périmètre d'irrigation de Tleghema s'étendant sur 4.447 hectares des communes du sud de la wilaya ont encouragé un grand nombre d'agriculteurs à adopter cette activité, a noté le même cadre. Le soutien et l'accompagnement technique des services agricoles ont également encouragé les producteurs et renforcé leur maîtrise des techniques de cette culture, a-t-il encore ajouté. Durant la saison passée, 140.000 qx de la production de pomme de terre de Mila avaient été stockés dans le cadre du programme de régulation des produits de large consommation visant à en assurer la disponibilité tout au long de l'année à des prix abordables.



d'habitation. Des actions préventives ont été menées au niveau des zones forestières de Médéa dans le cadre du dispositif de lutte contre les incendies de forêt qui sera opérationnel à partir du 1 juin, a-t-il rappelé. Outre les opérations de nettoyage des abords de routes et l'exécution de travaux de labours autour des champs de céréales, une soixantaine de kilomètres de pistes

forestières ont été ouvertes et plusieurs points de ravitaillement d'eau ont été réalisés à l'intérieur des massifs forestiers, a précisé M. Salem. Pas moins de 23 brigades d'intervention composées de 230 agents et cadres forestiers sont mobilisées pour la campagne de lutte anti-incendie, auxquels s'ajoutent mille agents communaux et des dizaines d'engins, a-t-il conclu.

ORAN. "RECYCLING EXPO"

50 exposants au Salon du recyclage et de traitement des déchets

Une cinquantaine d'exposants prennent part à la troisième édition du Salon du recyclage, traitement des déchets, énergies renouvelables, développement de l'économie verte, préservation des ressources naturelles et la protection de l'environnement "Recycling Expo" ouverte lundi au centre des conventions d'Oran.

Le salon, qui a lieu du 29 mai au 1er juin 2023, regroupe des représentants d'établissements étatiques impliqués dans le secteur de la gestion des déchets, comme l'EPIC CET (Centre d'enfouissement technique) d'Oran et l'EPIC de gestion du marché de gros des fruits et légumes d'El Kerma, ainsi que des opérateurs économiques

publics et privés, a-t-on appris des organisateurs du salon en marge de son ouverture effectuée en présence du Directeur local de l'Industrie Farid Djaballah. Cette manifestation entend regrouper les professionnels de l'environnement désirant s'investir et investir dans le domaine du recyclage et de la valorisation des déchets, ont souligné les organisateurs, ajoutant qu'il s'agit de réunir les opérateurs économiques et les établissements étatiques dans un même espace pour tenter de trouver des partenariats dans le domaine de l'optimisation des déchets ménagers et industriels. Cette 3e édition du salon prévoit des rencontres et forums visant à sensibiliser et encourager les citoyens et les profes-

sionnels sur l'importance de réduire et optimiser la récupération des déchets ménagers et industriels sur l'économie de la matière première et la protection de l'environnement, a-t-on ajouté. Un riche programme de conférences est prévu en marge de l'exposition sur différentes thématiques, tournant autour du recyclage et la récupération des déchets, comme "les perspectives de l'économie circulaire en Algérie", "les PME algériennes et l'économie circulaire: opportunités et défis", "rôle des PME algériennes dans une transition économique durable", "l'économie circulaire et la valorisation des déchets industriels comme levier de compétitivité pour les PME algériennes", entre autres.

EL-TARF. EL-KALA

8 médecins spécialistes pour l'EPH Bouzid Amar

L'encadrement médical de l'Etablissement public hospitalier (EPH) Bouzid Amar d'El Kala (30 km à l'Est d'El-Tarf) a été renforcé récemment de huit médecins spécialistes, ont annoncé lundi des responsables de cet hôpital. Par le renforcement du corps médical, les responsables du secteur entendent améliorer la prise en charge des patients et de les rapprocher des services sanitaires spécialisés afin de leur éviter les déplacements vers les établissements d'autres localités, a précisé à l'APS le directeur-adjoint chargé des moyens Abdelaziz Derguini. Ces nouveaux médecins sont spécialisés en chirurgie générale, chirurgie orthopédique, médecine interne, hématologie, pneumologie et otorhinolaryngologie, a précisé le même responsable, ajoutant que l'EPH d'El Kala

accueillera prochainement un staff paramédical composé d'infirmiers et de sages-femmes. Cet hôpital vient également d'être doté d'un scanner 3D de haute précision fonctionnant à l'aide d'imagerie par résonance magnétique (IRM) dont l'acquisition a mobilisé près de 50 millions DA, selon la même source qui a relevé que cet acquis mettra fin aux pénibles déplacements des malades pour effectuer des radios dans les Centres d'imageries privés à coûts élevés. Le service de radiologie de l'hôpital a bénéficié, en outre, d'une opération de réaménagement global, a ajouté M. Derguini qui a souligné que le parc roulant de cet EPH sera doté "prochainement" de nouvelles ambulances pour les besoins d'évacuation et de transfert d'urgence des malades.

AÏN-DEFLA. AQUACULTURE Ensemencement prochain de 70 000 alevins de Tilapia rouge

Pas moins de 70.000 alevins de Tilapia rouge seront ensemencés mi-juin dans la wilaya d'Aïn Defla, dans le cadre du développement de l'aquaculture intégrée à l'agriculture, a-t-on appris lundi auprès de la direction de la Pêche et de l'Aquaculture (DPA). Près de 70.000 alevins de Tilapia rouge seront ensemencés au niveau de 9 exploitations agricoles disposant de grands bassins d'irrigation d'ici la mi-juin prochain, a indiqué à l'APS le premier responsable du secteur, Abdelhakim Lazaar, soulignant que la première opération d'ensemencement a eu lieu dans la commune d'El Attaf la semaine dernière avec un lâcher de 10.000 alevins de la même espèce de poisson. Le même responsable a ajouté que la stratégie mise en place par le secteur consistait d'abord à "sensibiliser les exploitants agricoles de la wilaya dans le but de les faire adhérer au projet de développement de l'aquaculture intégrée à l'agriculture", affirmant qu'une trentaine d'exploitations agricoles ont été visitées ces dernières semaines. "Nous avons constaté que les exploitations agricoles disposaient de grands bassins d'irrigation, lesquels constituent pour nous un atout et un potentiel à exploiter et pouvant contribuer à l'augmentation de la production locale et nationale", a indiqué M. Lazaar. Pour ce qui est du choix du Tilapia rouge, il a souligné qu'il s'agit d'une espèce à une "grande valeur commerciale" qui a suscité beaucoup d'intérêt, à la fois chez le consommateur et l'éleveur, pour son prix de vente et pour sa croissance rapide, car, a-t-il dit, "elle est commercialisée au bout de six mois d'élevage".

IN GUEZZAM. TOURISME Une étude pour la création d'une ZET en cours d'exécution

Une étude technique pour la création d'une zone d'expansion touristique (ZET) à In-Guezzam, est en cours d'exécution dans le but d'ouvrir de nouvelles opportunités d'accès au foncier aux investisseurs, a-t-on appris lundi de la direction locale du tourisme et de l'artisanat (DTA). S'étendant sur une superficie de 20 hectares au niveau de la localité de "In-Aradigh", au chef-lieu de wilaya, cette future ZET qui devrait être intégrée prochainement dans le plan d'aménagement touristique, permettra une fois opérationnelle d'accueillir des investisseurs susceptibles de booster la dynamique touristique dans la région, a affirmé à l'APS le directeur du secteur, Mahdi Zidani. La DTA a, à ce titre, s'engage à attirer les porteurs de projets et les opérateurs économiques concernés, appelés à contribuer à l'exploitation des potentialités que recèle cette wilaya de l'extrême Sud du pays, en donnant ainsi un nouveau souffle à l'activité touristique et au développement local, a-t-il souligné. Pour combler le déficit en matière de structures touristiques et améliorer les capacités d'accueil, deux hôtels retenus dans le cadre de l'investissement privé, d'une capacité de 45 et 116 lits, sont en cours de réalisation au chef-lieu de la wilaya, a ajouté M. Zidani.

HEURTS AU KOSOVO

Une trentaine de soldats internationaux blessés

Une trentaine de membres de la force internationale emmenée par l'Otan au Kosovo (KFOR) ont été blessés lundi dans des heurts avec des manifestants serbes qui réclament le départ de maires albanais, Belgrade faisant état de dizaines de blessés parmi les protestataires.

Depuis quelques jours, la situation est très tendue dans le nord du Kosovo, où de nombreux membres de la communauté serbe majoritaire dans quatre villes de cette région ne reconnaissent par l'autorité de Pristina et sont fidèles à Belgrade. Les Serbes ont boycotté les municipales d'avril dans ces localités, ce qui a abouti à l'élection de maires albanais avec une participation de moins de 3,5%. Ces édiles ont été intronisés la semaine dernière par le gouvernement d'Albin Kurti, le Premier ministre de ce territoire en très large majorité peuplé d'Albanais, faisant fi des appels à l'apaisement lancés par l'Union européenne et les Etats-Unis. Les protestataires serbes, qui se sont notamment rassemblés devant la mairie de Zvecan, réclament le retrait des édiles albanais mais aussi des forces de police du Kosovo, auxquelles ils se sont heurtés.

Les soldats de la KFOR, munis de boucliers et de bâtons, ont initialement tenté de séparer les deux parties avant de commencer à disperser la foule, a rapporté un journaliste de l'AFP. Des protestataires ont répliqué en lançant des pierres et des cocktails Molotov en direction des soldats avant d'être repoussés à plusieurs centaines de mètres de la mairie de Zvecan.

"INACCEPTABLES"

Selon le ministère hongrois de la Défense, plus de 20 soldats hongrois figurent parmi les blessés, dont sept ont été grièvement atteints. Le ministre italien des



Affaires étrangères Antonio Tajani a fait état dans un tweet de 11 soldats italiens blessés. Ces soldats "ont été la cible d'attaques non provoquées et ont subi des blessures traumatiques avec des fractures et des brûlures dues à l'explosion d'engins incendiaires", a déclaré la KFOR dans un communiqué, en évoquant "environ 25 soldats" blessés. Ces attaques ont été qualifiées de "totalement inacceptables" par l'Otan à Bruxelles. "La violence doit cesser immédiatement". La France "condamne ces violences avec la plus grande fermeté", a déclaré le ministère français des Affaires étrangères dans un communiqué, appelant Belgrade et Pristina à retourner "à la table des négociations avec une attitude de compromis".

On ne peut tolérer que soit mise en danger la stabilité régionale dans un contexte aussi critique sur le plan international. Il s'agit d'une question de sécurité européenne", a-t-il ajouté. Au moins 52 Serbes ont été blessés dans ces incidents, dont trois grièvement, a précisé à Belgrade le président serbe Aleksandar Vucic, ajoutant qu'un homme de 50 ans avait été blessé par balles par "les forces spéciales" de la police kosovare. La Serbie n'a jamais reconnu l'indépendance proclamée en 2008 par son ancienne province et des tensions éclatent régulièrement entre Belgrade et Pristina. Quelque 120.000 Serbes vivent au Kosovo, dont un tiers environ dans le nord du territoire. Les Serbes ont démissionné en masse en novembre des institutions locales dans la région et Pristina avait déci-

dé d'organiser des scrutins municipaux pour tenter de mettre fin au vide institutionnel. Des incidents s'étaient déjà produits vendredi lorsque des maires kosovars albanais ont pris leurs fonctions accompagnés par la police.

"GRANDE EXPLOSION"

La KFOR a dit avoir "renforcé sa présence" dans le nord et a exhorté la Serbie et le Kosovo à reprendre le dialogue sous les auspices de l'Union européenne. En visite au Kenya, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a estimé que "les Serbes combattaient pour leurs droits dans le nord du Kosovo". "Une grande explosion menace (de se produire) au cœur de l'Europe, où l'Otan s'est livrée en 1999 à une agression contre la Yougoslavie", a poursuivi M. Lavrov, évoquant l'intervention de l'Alliance atlantique contre Belgrade qui a de facto mis fin à la guerre entre les forces serbes et les combattants indépendantistes kosovars albanais. Aleksandar Vucic, qui avait donné vendredi l'ordre à l'armée serbe de se placer en état d'alerte maximale, comme cela a été régulièrement le cas ces dernières années, a précisé lundi soir que les unités dépêchées à proximité de la frontière avec le Kosovo étaient déployées sur des positions "indispensables". "Nous ne permettrons pas un pogrom du peuple serbe", a-t-il lancé, appelant "la communauté internationale à ramener Albin Kurti à la raison". "S'ils ne font pas ça, j'ai peur qu'il soit trop tard pour nous".

GRÈCE

Nouvelles élections législatives le 25 juin

De nouvelles élections législatives auront lieu le 25 juin en Grèce, selon un décret présidentiel publié lundi, huit jours après des élections qui n'ont pas permis à la droite de décrocher la majorité absolue malgré sa large victoire. "De nouvelles élections auront lieu le 25 juin", indique ce décret présidentiel. La date du 25 juin est celle qu'avait avancé l'ancien Premier ministre conservateur Kyriakos Mitsotakis après la victoire de son parti conservateur lors du scrutin du 21 mai. Sa formation Nouvelle-Démocratie s'est adjugée 40,8% des suffrages, soit plus de 20 points de plus que son principal adversaire, le parti de gauche Syriza de l'ancien Premier ministre (2015-2019) Alexis Tsipras,

qui a subi un cinglant revers. Mais ce résultat ne lui a pas permis d'obtenir la majorité absolue alors qu'il a exclu de former une coalition avec un partenaire minoritaire. Dès les résultats connus, il avait appelé de ses vœux de nouvelles élections législatives qui se dérouleront avec un mode de scrutin différent qui accordera, cette fois-ci, au parti vainqueur un "bonus" pouvant aller jusqu'à 50 sièges. Kyriakos Mitsotakis, arrivé au pouvoir en 2019 et qui souhaite obtenir un second mandat, mise sur ce deuxième scrutin pour décrocher la majorité absolue. Les élections législatives du 21 mai se sont déroulées à la proportionnelle simple et le camp de la droite a obtenu 146 sièges alors qu'il lui en fallait 151 pour être en mesu-

re de constituer, seul, un gouvernement stable.

En attendant les prochaines élections, un gouvernement intérimaire a été nommé avec comme Premier ministre un haut magistrat chargé d'expédier les affaires courantes, Ioannis Sarmas. Affaibli, Alexis Tsipras a reconnu que le scrutin du 21 mai avait été "un choc douloureux" pour Syriza mais il a promis de mener bataille pour les prochaines élections. La baisse du pouvoir d'achat, l'inflation et les bas salaires constituent les principales préoccupations des Grecs qui ont montré, avec le faible score de Syriza, qu'ils voulaient définitivement tourner la page des plans d'aide et des crises financières, jugeaient des analystes au lendemain du scrutin.

NUCLÉAIRE IRANIEN

Téhéran a réglé des problèmes soulevés par l'AIEA

L'Iran a réglé une partie des questions soulevées par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) sur son programme nucléaire, ont indiqué, mardi des médias locaux à quelques jours d'une réunion du garde-meurse onusien à Vienne. Les mêmes sources affirment que "Téhéran a apporté des garanties sur le problème de la présence de matière nucléaire sur le site non déclaré de Marivan, dans le sud du pays". En 2022, l'AIEA avait publié un rapport sur des questions "non résolues" concernant la présence de matière nucléaire sur trois sites non déclarés: Marivan, Varamin et Turqzabad, au sud de Téhéran. "Avec l'amélioration des échanges entre l'Iran et l'AIEA (...) la question liée à l'un des sites présumés a été résolue", a indiqué l'agence Fars et d'autres médias en citant des "sources informées". "Cela conclut l'enquête de l'agence" sur le site de Marivan, située à proximité de la localité d'Abadeh, a ajouté l'agence. Le Conseil des gouverneurs de l'AIEA doit se réunir la semaine prochaine à Vienne pour faire le point sur le programme nucléaire de l'Iran. Au cours de la dernière réunion, en mars, l'Iran avait échappé à une nouvelle résolution du Conseil grâce aux "accords concrets" conclus quelques jours plus tôt lors d'une visite du directeur-général de l'AIEA, Rafael Grossi, à Téhéran. Depuis, l'Iran a affirmé avoir réglé la question liée à la détection de particules d'uranium enrichies à 83,7%, un niveau proche du seuil pour fabriquer une bombe atomique, sur le site de l'usine souterraine de Fordo. Téhéran affirme publiquement être en faveur d'une reprise des négociations pour ranimer l'accord international signé en 2015. Connus sous l'acronyme JCPOA, l'accord limitait les activités atomiques de l'Iran en échange d'une levée des sanctions internationales. Mais il est dans l'impasse depuis le retrait unilatéral des Etats-Unis décidé en 2018 par le président Donald Trump.

PALESTINE OCCUPÉE

Des dizaines de colons profanent la mosquée Al-Aqsa

Des dizaines de colons extrémistes, dont de nouveau pris d'assaut mardi, la mosquée d'Al-Aqsa dans la ville sainte d'El-Qods occupée, a rapporté l'agence de presse palestinienne, WAFA. Selon WAFA, des colons ont pris d'assaut Al-Aqsa, depuis la porte des Maghrébins, et ont effectué des marches et des actes de provocation dans les cours de la mosquée Al-Aqsa, tout en exécutant des rituels talmudiques sur ces lieux. La police sioniste a renforcé son déploiement à l'intérieur d'Al-Aqsa et à ses portes, a contrôlé les cartes d'identité des fidèles et harcelé ceux qui entraient dans la mosquée, selon WAFA. Troisième site le plus saint de l'islam, la mosquée Al-Aqsa subit des actes de profanation au quotidien par les colons et les agents de police sionistes. Ces actes visent à judaïser la ville d'El-Qods, imposer une nouvelle réalité et changer l'identité culturelle de la ville sainte.

SOUDAN

Nouveaux combats entre les deux parties au conflit

Les combats se poursuivaient mardi au Soudan entre l'armée régulière et les Forces de soutien rapide (FSR), alors que la trêve a été prolongée pour tenter d'acheminer une aide humanitaire vitale pour le pays, rapportent des médias. Combattant depuis le 15 avril, les deux parties au conflit ont accepté d'étendre lundi soir un cessez-le-feu en vigueur depuis le 22 mai. Mais sur le terrain, raids aériens, tirs d'artillerie et mouvements de blindés ne cessent pas, a-t-on fait savoir. Dans la nuit de lundi à mardi, des habitants cités par des médias ont rapporté des combats à Khartoum et à Nyala, au Darfour, vaste région de l'ouest déjà ravagée dans les années 2000 par une guerre meurtrière. Aujourd'hui, après près de sept semaines de combats armés, 25 des 45 millions de Soudanais ne peuvent plus survivre sans aide humanitaire, affirme l'ONU. Parmi eux figurent plus de 13,6 millions d'enfants, souligne l'Unicef, dont "620.000 en malnutrition aiguë qui, pour moitié, pourraient mourir s'ils ne sont pas aidés à temps". Lundi, l'ONU a prévenu qu'avec la guerre, le Soudan avait rejoint la liste des dix pays qui pourraient connaître sous peu la famine. Et dans quelques jours, la saison des pluies commencera et avec elle la crainte d'épidémies, du paludisme au choléra.

"J'HABITE EN MOUVEMENT"

Une anthologie des écrits de Samira Negrouche

Dans sa dernière publication intitulée "J'habite en mouvement", Samira Negrouche, une des figures de la poésie algérienne, propose à ses lecteurs de découvrir ou redécouvrir une partie de ses œuvres.

Publié récemment aux éditions Barzakh, "J'habite en mouvement", un ouvrage de 281 pages, est une anthologie rassemblant les poèmes de Samira Negrouche publiés entre 2001 et 2021. Dans sa préface, le poète romancier et essayiste tchadien Nimrod relève le regard de Samira Negrouche "résolument tourné vers le sud", propose aux lecteurs une œuvre "intense, exigeante et ouverte aux expérimentations". L'ancrage et l'enracinement, rigide ou rattaché à l'immatériel, reste omniprésent



sent dans l'œuvre de l'auteur qui, dans une quête intérieure, porte toujours un passé sur lequel on ne revient pas même si sa douleur est toujours présente. Alger, l'amour pour cette ville et pour ses habitants, sont également souvent présents dans les écrits de Samira

Negrouche qui "traduit et donne corps" à des rues de cette ville et scrute parfois les habitudes des riverains, dans des textes comme "Café sans sucre". Samira Negrouche invite également souvent son lecteur dans son univers d'écriture, là où tout prend forme à

Alger, cette ville qui la retient et l'habite, et où elle perçoit les écrits comme "des graphismes, des bestioles dans l'espace d'un écran". Son rapport à l'écriture, aux textes perdus qui n'ont jamais été écrits et sa relation qui personnifie l'écriture sont également dévoilés dans "inventer le verbe", entre autres textes. Née à Alger, Samira Negrouche, médecin de formation est poète, auteure et traductrice.

Traduite vers une trentaine de langues, elle collabore avec de nombreux artistes dans différentes disciplines de création dont le plasticien algérien Lamine Sakri et la chanteuse grecque Angélique Ionatos. En 2001 elle signe sa première publication "Faiblesse n'est pas de dire" avant d'enchaîner avec des recueils comme "L'opéra cosmique" (2003), "Le jazz des oliviers" (2010), "Quand l'amandier fleurira" (2012), "Six arbres de fortune autour de ma baignoire" (2017), ou encore "Traces" (2021).

PORTRAIT

Tarek Dhouadi défie son handicap et impose son pinceau

Le jeune Tarek Dhouadi, résidant dans la wilaya de Tébessa, a imposé son pinceau pour peindre de magnifiques tableaux, faisant ainsi un pied de nez au trouble du spectre de l'autisme qui l'accompagne depuis sa tendre enfance. Le talent de cet artiste de 17 ans lui a même permis d'être le plus jeune et le plus distingué participant, parmi de nombreux artistes plasticiens, à la quinzième édition du Salon national des beaux-arts (28-30 mai à Tébessa). L'autisme n'est visiblement pas un obstacle pour Tarek qui a volé la vedette à tous les autres participants du salon, mis sur pied par la maison de la Culture Mohamed-Chebouki. Sa peinture reflète son intelligence et sa perspicacité, malgré les difficultés de communication sociale et en dépit d'un contact avec les autres pas toujours évident. Malgré sa scolarisation depuis plusieurs années au Centre psychopédagogique pour enfants aux besoins spécifiques de Tébessa, Tarek n'a pas tardé à se distinguer parmi le reste de ses

camarades, a indiqué à l'APS le directeur de cet établissement spécialisé, Lotfi Zentari, admiratif devant les bons résultats scolaires du jeune homme et son penchant pour la culture, notamment les arts plastiques. M. Zentari a ajouté que l'entregent de Tarek, son doigté et ses aptitudes pour le dessin ont conduit les responsables du Centre à l'orienter vers le Club de la créativité de la maison de la Culture qui l'a accueilli et lui a donné l'occasion de "développer son talent sous la supervision d'un professeur spécialisé, lui permettant ainsi de participer au 15ème Salon national des beaux-arts". De son côté, Mohamed Dhouadi, père du jeune peintre, a indiqué que son fils, muni de stylos, se distinguait, dès l'enfance, par une prédisposition pour le dessin et la créativité. "Il passait, à la maison, le plus clair de son temps au milieu de feuilles de papier et de stylos, dessinant et imitant des calligraphies parfois compliquées", a confié M. Dhouadi, ajoutant que son fils arrivait à "achever des dessins tou-

jours différents les uns des autres". Pour lui, Tarek utilise le dessin et la peinture comme moyen de communication avec ses parents et son superviseur pédagogique du Centre pour "exprimer ce qu'il ne peut pas dire à travers des écrits et des dessins". Il se démarque, a encore affirmé son père, par "une grande précision dans l'utilisation des couleurs qu'il parvient à coordonner et à harmoniser". Le directeur de la maison de la Culture, Mounir Mouissi, a estimé, quant à lui, que le fait de donner la possibilité à ce jeune créatif de participer à un événement culturel de dimension nationale, "ne peut que l'encourager à continuer d'exprimer son talent et à le développer, à travers le dessin et la peinture, ce qui constitue aussi un soutien moral pour lui et ses parents". Le même responsable a conclu en affirmant que les portes de la maison de la Culture, ses ateliers dédiés à l'audiovisuel, à la photographie, aux arts plastiques, à la céramique, au théâtre et à d'autres activités sont "ouverts à tous".

JOURNÉES LITTÉRAIRES NATIONALES À KHENCHELA

20 participants à la sixième édition

La sixième édition des Journées littéraires nationales a été inaugurée lundi à la maison de la Culture Ali-Souaïhi de Khenchela, en présence de 20 écrivains et professeurs d'université venus de différentes wilayas du pays. La directrice de la maison de la Culture, structure organisatrice de la manifestation, a indiqué que ces journées donneront lieu à plusieurs interventions centrées sur "l'écriture créative dans le texte poétique", "l'écriture créative dans le roman et la narration" et "l'écriture créative dans le théâtre et le cinéma". Samia Merzougui a expliqué que ces conférences seront entrecoupées de lectures de textes littéraires et de déclamations de poésie, par les participants qui présenteront leurs

nouvelles œuvres. La même responsable a souligné que ces journées, organisées cette année sous le slogan "L'écriture créative...questions de culture, d'homme et du monde", visent à mettre en lumière les questions littéraires contemporaines les plus importantes et à attirer un public d'intellectuels et d'universitaires intéressés par ce domaine, et qui auront l'occasion de s'imprégner des développements du monde de la littérature et de faire des suggestions à même d'élever l'acte culturel. Mme Merzougui a ajouté que cet événement, qui se décline pour la première fois sous la forme d'ateliers, sera une opportunité pour les jeunes de la wilaya et les clubs littéraires activant au sein de l'université Abbas-Laghrour de

Khenchela, de rencontrer, durant trois jours, des professeurs et des académiciens avec lesquels ils débattront et échangeront autour de questions liées à la littérature. Selon la même source, une foire du livre constituée d'ouvrages édités par des auteurs locaux a été incluse au programme, à travers laquelle des ventes-dédiées de livres exposés seront organisées. Pour sa part, l'écrivain et professeur Mohamed-Lamine Bahri de l'université de Biskra, a indiqué que la sixième édition des Journées littéraires nationales sera "une occasion de rencontres et d'échanges entre écrivains, universitaires et poètes issus de différentes régions du pays". Il a ajouté que les thèmes et les ateliers devant être organisés au cours de cet

événement culturel étudieront de nombreux sujets culturels importants. Le directeur de la Culture et des Arts de la wilaya de Khenchela, Mohamed Alouani, président l'ouverture de cette édition, a souligné, dans son allocution inaugurale, "l'importance de tels événements dans la transmission culturelle entre les générations, ainsi qu'entre les universitaires et les jeunes créateurs amateurs". Au cours de la sixième édition de ce forum littéraire, qui se poursuivra jusqu'au 31 mai, de nombreux noms qui ont illuminé la littérature algérienne et arabe, seront honorés en reconnaissance des efforts qu'ils ont déployés dans le domaine culturel et littéraire, ont également fait savoir les organisateurs.

SALON NATIONAL DES ARTS PLASTIQUES Nâama vit au rythme de la 9^e édition

La maison de la Culture "Ahmed Chami" de Nâama vit depuis lundi au rythme de la 9^e édition du Salon national des arts plastiques à laquelle prennent part 35 artistes issus de 16 wilayas. Le Salon, organisé par la direction de la Culture et des Arts, en coordination avec l'Association locale "Pixel" pour la créativité artistique et culturelle, comprend une exposition d'environ 70 tableaux (toiles) de formes et aux thèmes variés, s'inspirant de plusieurs écoles d'art, a indiqué le directeur de la maison de Culture, Karim Youcef. Les visiteurs auront l'occasion de découvrir le talent des artistes participants à travers les toiles exposées, dont la plupart mettent en valeur la richesse du patrimoine culturel du pays et reflètent l'identité arabe, musulmane, amazighe et africaine. Cet événement de trois jours vise à offrir un cadre d'échanges et de communication entre artistes professionnels et jeunes amateurs, et à encourager ces derniers à mettre en valeur leurs capacités artistiques, en plus de l'importance de la valorisation de l'Art plastique, a ajouté le même responsable. Le programme du Salon comprend également l'animation d'ateliers de formation pour les artistes participants et d'autres au profit des enfants, de même qu'une conférence traitant du "rôle des Beaux-Arts dans la communication entre les générations", avec en prime la programmation de sorties touristiques dans l'ancien ksar, l'oasis et la station de gravures rupestres à Tiout, au sud de la wilaya, selon le même responsable.

LIBAN

L'UNESCO annonce un financement de 100 000 dollars pour les industries culturelles et créatives

L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a annoncé lundi un financement de 100.000 dollars américains pour soutenir les industries culturelles et créatives au Liban. "Ce financement permettra à l'UNESCO de fournir un soutien d'urgence aux artistes et aux entités culturelles de Beyrouth par le biais de subventions, afin qu'ils puissent continuer à produire des œuvres culturelles", a déclaré la directrice de l'entité Culture et Situations d'urgence à l'UNESCO, Krista Pikkat, qui effectue une visite à Beyrouth près de trois ans après les explosions meurtrières. Selon un communiqué publié par l'UNESCO, "l'investissement dans ce secteur vital est effectué par le biais du Fonds d'urgence pour le patrimoine, un mécanisme multi-donateurs créé par l'UNESCO en 2015 afin de permettre une réponse rapide pour protéger la culture en cas d'urgence". "La culture offre de l'inspiration, de l'éducation et un sentiment de fierté aux gens. Nous sommes convaincus que les efforts incessants, la coopération solide et la vision partagée entre les parties assureront la poursuite de la vie culturelle à travers le Liban", a conclu Mme Pikkat.

Les courses en direct



HIPPODROME BAZER SAKHRA - EL EULMA
MERCREDI 31 MAI 2023 - PRIX : FADJR - PS.AR.NEE
DISTANCE : 1 300 M - DOTATION : 350.000 DA - DÉPART : 16H00
TIERCÉ - QUINTÉ

Mabrouket El Hocein, sous les feux de la rampe

En ce dernier jour du mois de mai l'hippodrome Bazer Sakhra El Eulma nous programme ce prix Fadjr réservé pour chevaux de quatre ans et plus arabe pur né-élevé n'ayant pas totalisé la somme de 211 000 dinars en gains et places depuis octobre passé. En effet, ils seront pas moins de 18 galoiseurs sous les ordres du starter, et le départ sera déterminant du fait qu'il puisse y avoir une grosse bousculade au départ. Cela dit, nous vous conseillons de bien lire nos commentaires.

LES PARTANTS AU CRIBLE

1. FAHED. Ne semble pas sur sa meilleure forme. À revoir.

2. GHRISS. Ses dernières performances parlent pour lui, on ne peut le négliger. À reprendre.

3. MYLAN. Quoiqu'il reste sur une victoire, il risque de trouver une plus forte opposition. Tâche assez délicate.

4. THAWEB. Sa petite course d'entrée en dernier lieu à Laghouat n'a pas été insignifiante. Quoiqu'il préfère plus long, il reste quand même assez difficile à éliminer. Méfiance.

5. NAGOR. Comme son jockey fétiche Ab. Attallah a préféré monté ailleurs, je crois qu'il n'est pas certain qu'il puisse faire l'arrivée. Peu probable.

6. BAR EL AMANE. Ce cheval ne court pas assez souvent, on ne peut lui faire confiance. Outsider lointain.

7. CHEIKH EL ZAIM. C'est le cheval à surveiller de près, son entourage est assez redoutable dans ce genre de compétition. Méfiance.

8. OURAGON. Son changement de monte ne nous dit rien de bon. À

PROPRIÉTAIRE	N°	CHEVAUX	JOCKEYS	POIDS	COR	ENTRAÎNEURS
L. ZAABOUB	1	FAHED	B. BERRAH	58	18	PROPRIÉTAIRE
K. FEKROUNE	2	GHRISS	AH. CHAABI	57	4	T.OUANOUKI
Y. DELALDJA	3	MYLAN	AN. CHAABI	57	6	W. CHAABI
MF. LAMICI	4	THAWEB	AB. ATTALLAH	57	17	PROPRIÉTAIRE
H. AISSANI	5	NAGOR	AL. TIAR	57	12	PROPRIÉTAIRE
M. ATMANE	6	BAR EL AMANE	EH. CHAABI	56	3	PROPRIÉTAIRE
S. MEKIDECHE	7	CHEIKH EL ZAIM	D. BOUBAKRI	56	1	PROPRIÉTAIRE
N. MEGUELATI	8	OURAGON	SF. BOUHOUC	56	2	O. KECHROUD
D. LEMMADI	9	MABROUKET EL HOCEIN	KH. NAIR	55	15	AB. BOULESBAA
Y. DELALDJA	10	SIODATA	S. BENYETTOU	55	11	W. CHAABI
I. CHENIHI	11	GHAZIYA	F. CHAABI	55	9	PROPRIÉTAIRE
T. DLIH	12	RISTA	O. CHEBBAH	55	7	A. CHEBBAH
H. MEKKAOUI	13	FOUSHA	AB. CHENAFI	55	8	PROPRIÉTAIRE
S. BERRAH	14	RIKHTAL EL HIDHAB	CH. ATTALLAH	54	16	PROPRIÉTAIRE
AD. LAGRAA	15	SARHANI	A. KOUAOUCI	54	10	MED HAMIDI
AD. LAGRAA	16	AL DJAMRA	A. HAMIDI	54	13	MED HAMIDI
A. HANNACHI	17	NASR WATEN	AP. Y. MOUSSI	54	14	H. DJEBBAR
HARAS EL HANIA	18	GYNETTE D'HEM	JJ : SH. BENYETTOU	53	5	A. CHEBBAH

revoir.

9. MABROUKET EL HOCEIN. Cette jument à toujours fréquenté des lots mieux huppés. On ne peut compter sans elle, elle reste même difficile à battre.

10. SIODATA. Tâche assez délicate. Outsider lointain.

11. GHAZIYA. Elle risque de trouver une plus forte opposition. À revoir.

12. RISTA. Pas évident.

13. FOUSHA. À revoir dans un autre engagement plus favorable.

14. RIKHTAL EL HIDHAB. Ce coursier

possède suffisamment de moyens pour décrocher un accessit. À suivre.

15. SARHANI. Pas évident.

16. AL DJAMRA. Cette pouliche est sur

la montante, on ne peut lui faire un interdit pour les places. Méfiance.

17. NASR WATEN. Peu probable.

18. GYNETTE D'HEM. Pas pour cette fois-ci. À revoir.

DANS LE CREUX DE L'OREILLE

MON PRONOSTIC

9. MABROUKET EL HOCEIN - 2. GHRISS - 7. CHEIKH EL ZAIM - 16. AL DJAMRA - 14. RIKHTAL EL HIDHAB

LES CHANCES

4. THAWEB - 12. RISTA - 5. NAGOR

30 morts et 1045 blessés sur la route en une semaine

Trente personnes ont trouvé la mort et 1045 autres ont été blessées dans 989 accidents de la circulation survenus au cours de la période du 21 au 27 mai à travers plusieurs wilayas du pays, a indiqué hier, un communiqué de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya d'El Oued avec 6 morts et 13 blessés suite à 11 accidents de la circulation, a précisé la même source. Les secours de la Protection civile ont procédé, d'autre part, à l'extinction de 630 incendies urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés au niveau des wilayas d'Alger (78 incendies), Mostaganem (37) et Tipasa (28).

Démantèlement d'un réseau criminel spécialisé dans l'agression d'individus arnaqués sur les réseaux sociaux

Les services de sûreté de la wilaya d'Alger, représentés par la 7e sûreté de la circonscription administrative de Bir Mourad Rais, ont démantelé un réseau criminel spécialisé dans l'agression d'individus arnaqués sur les réseaux sociaux, a indiqué lundi un communiqué de ces services. Les services de la 7e Sûreté urbaine ont agi suite à des plaintes faisant état de la présence d'individus agressés à l'arme blanche au niveau d'un quartier relevant du territoire de compétence, note la même source. "Agissant en coordination permanente et continue avec le parquet territorialement compétent, les services de Police ont enquêté sur l'affaire impliquant un groupe de jeunes âgés entre 21 et 40 ans,



qui faisaient la promotion via les réseaux sociaux de produits importés en quantités considérables et à des prix attractifs,

lit-on dans le communiqué. Après avoir mis sur pied un plan sécuritaire, les éléments de sécurité ont réussi à identifier le

principal mis en cause avant de procéder à son arrestation en flagrant délit", ajoute le communiqué, relevant qu'un second plan sécuritaire a été mis en place pour attirer et arrêter quatre autres mis en cause. Les plaintes déposées ont fait état de "coups et blessures, menaces et agression à l'arme blanche entraînant des blessures, vol de (6) téléphones portables et de 50 millions de centimes en liquide". Après parachèvement des procédures légales, les mis en cause ont été traduits devant le parquet territorialement compétent pour délit d'association de malfaiteurs, vol en réunion pendant la nuit, avec utilisation d'un véhicule, sous la menace et agression à l'arme blanche", a conclu le communiqué.

Australie : un homme inculpé après la saisie de stupéfiants d'une valeur de 9,2 millions de dollars

La police de l'Etat australien de Nouvelle-Galles du Sud a annoncé hier qu'un homme avait été inculpé pour fourniture de drogue et blanchiment d'argent après la saisie d'environ 12 kilos d'héroïne, 16 kilos de MDMA et 500 grammes de cocaïne près de Sydney. Elle a précisé dans un communiqué que c'est lors d'une perquisition lundi vers 12h15 heure locale dans un logement du faubourg de Lidcombe qu'ils ont trouvé ces stupéfiants dont la valeur est estimée à environ 14 millions de dollars australiens (environ 9,2 millions de dollars). Les enquêteurs ont également trouvé des objets liés au stockage, à l'emballage et à la fourniture de drogues interdites, tels qu'une presse hydraulique, trois coffres-forts, des compteurs de billets et des téléphones portables, qui feront l'objet d'un examen plus approfondi par la police scientifique. Lors de l'exécution d'un autre mandat de perquisition dans une propriété à Prestons, une autre banlieue de Sydney, un homme de 33 ans a été arrêté puis emmené au poste de police. Il a été inculpé de fourniture d'une grande quantité commerciale de drogues interdites et trafic des fruits de ce crime. L'homme s'est vu refuser la liberté sous caution et comparaitra devant un tribunal local mardi.

Un premier Festival sportif d'été du 31 mai au 3 juin à Aïn Témouchent

La première édition du Festival sportif d'été aura lieu du 31 mai au 3 juin à la forêt récréative de Rachegoune à Aïn Témouchent, a-t-on appris lundi auprès des organisateurs. Cet événement sportif de quatre jours, organisé par la Fédération algérienne sport et travail, en collaboration avec la Direction de la Jeunesse et des Sports de la wilaya d'Aïn Témouchent, associant l'art et le sport et ouvert à tous les passionnés de plein air, prévoit une dizaine d'activités sportives et verra la participation de plus de 600 personnes de tous les âges des deux sexes. Le programme de cette première édition prévoit le déroulement d'une randonnée pédestre de 10 km, à partir de la forêt de Rachegoune, jusqu'à la commune de Beni Saf, ainsi que d'autres tournois de sport collectif en plein air tels que le mini-foot et mini-soccer en basketball, ainsi que des concours de pétanque, d'échecs et un cross country. Une centaine de bancs et de tables ont été installés dans les aires de jeux et des espaces publics, outre la pose des tentes pour le camping, durant le séjour, ainsi que des équipements de jeux pour enfants, avec un dispositif de sécurité pour permettre aux participants de vivre en paix des moments enrichissants avec la nature.

Libye : 726 migrants illégaux secourus au cours de la semaine écoulée

L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a indiqué lundi que 726 migrants, dont des femmes et des enfants, avaient été secourus et renvoyés en Libye au cours de la semaine écoulée. "Du 21 au 27 mai 2023, 726 migrants ont été interceptés et renvoyés en Libye", a indiqué l'OIM dans un communiqué. "Depuis le début de l'année, un total de 5.784 migrants illégaux ont été secourus et renvoyés en Libye", a précisé l'OIM, ajoutant que 643 migrants illégaux sont morts et que 332 autres ont disparus au large des côtes libyennes alors qu'ils traversaient la Méditerranée centrale en 2023. En 2022, un total de 24.684 migrants ont été secourus et renvoyés en Libye, 525

migrants sont morts et 848 autres ont été portés disparus au large des côtes libyennes alors qu'ils traversaient la Méditerranée centra-

le, a rappelé l'OIM dans le communiqué. Le ministère de l'Intérieur a déclaré lundi avoir arrêté 139 migrants illégaux après leur enlève-

ment par un groupe de trafiquants criminels dans une ferme située à quelque 350 km à l'est de la capitale Tripoli.

L'ONU demande à l'Egypte de garder ses frontières ouvertes pour les réfugiés du Soudan

Le Haut Commissaire des Nations unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, a demandé lundi aux autorités égyptiennes de garder les frontières ouvertes pour accueillir les réfugiés du Soudan voisin, ont rapporté des médias. "Nous demandons à l'Egypte de garder les frontières ouvertes pour accueillir les réfugiés soudanais", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse au Caire, retransmise par la chaîne de télévision Al-Hadath. M. Grandi a félicité l'Egypte pour ses efforts visant à aider les citoyens soudanais fuyant le conflit, tout en reconnaissant que "l'Egypte avait besoin de ressources financières". Le représentant de l'ONU a souligné que "les fonds disponibles ne couvraient pas plus de 10% des besoins des réfugiés".

MISE

AUX POINGS

"Les personnes dont les habitations ont été totalement effondrées ont été relogées hier, parallèlement à l'indemnisation de tous les sinistrés, à travers l'acquisition d'équipements et de mobilier pour les familles dont les domiciles ont subi des dégâts, en application des décisions issues du Conseil ministériel tenu, dimanche, sous la direction du président de la République",

Saisie de plus de 17.000 capsules psychotropes à Batna



La brigade de lutte contre le trafic illicite de drogues de la sûreté de la wilaya de Batna en coordination avec les éléments du secteur militaire de Batna ont saisi 17.115 capsules psychotropes, a indiqué hier un communiqué de la sûreté de wilaya. L'opération a été effectuée suite à l'interpellation de quatre repris de justice dans une des cités de la ville de Batna pour trafic de drogues donnant lieu à la saisie de cette quantité de psychotropes, selon le communiqué. Quatre véhicules touristiques et une somme d'argent de 1,98 millions DA de revenus de ce trafic ont été saisis au cours de l'opération, a indiqué le document. Les mis en cause âgés entre 48 et 55 ans ont été différés devant le parquet local, a-t-on indiqué.



Le Courrier
d'Algérie

Quotidien national d'information
Édité par l'Eurl Millénum Presse

Siège social :

Maison de la presse Kouba - Alger

R.C. : N° 01 B 00 151 30

Compte bancaire :

BNA Zirout Youcef N° 300 101 600

Directeur de la publication-gérant :

Ahmed TOUMIAT

Administration-publicité :

Tél. / Fax. : 023 70 94 27

Rédaction :

Tél. : 023 70 94 35

023 70 94 22

023 70 94 30

023 70 94 31

Fax. : 023 70 94 26

Composition :

PAO Le Courrier d'Algérie

Publicité-ANEP :

1, Avenue Pasteur-Alger

Tél. : 021 73 76 78

Fax : 021 73 95 59

Impression :

- Centre : SIA

- Est : SIE

- Ouest : SIO

Diffusion : M.P. Diffusion

Nos bureaux régionaux

Tizi Ouzou :

3, Rue Capitaine Si Abdellah, immeuble Belhocine

Tél. / Fax. : 026 20 20 66

Oran :

6, avenue Khedim Mustapha

Tél. / Fax. : 041 39 45 73

Bouira :

Rue Gherbi Guemraoui - Immeuble Kheerouf - Bouira.

Tél. / Fax. : 026 94 20 76

Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation

Le Courrier d'Algérie informe ses lecteurs du changement de ses adresses électroniques et leur communique les nouvelles : lecourrierdalgérie@yahoo.fr redaction_courrier@yahoo.fr



Dans la journée : Averses
Vent : 17 km/h
Humidité : 77%



Dans la nuit : Averses
Vent : 10 km/h
Humidité : 91%

Dohr : 12h46
Assar : 16h37
Maghreb : 20h04
Ïcha : 21h42

Jeudi 12 dou el
qa'da 1444
Sobh : 03h43
Chourouk : 05h31

L'OFFRE SPÉCIALE AID EL-ADHA DE L'ALGERIENNE DES VIANDES ROUGES

« Votre mouton par facilité à partir de 45 000 DA »

L'Algérienne des viandes rouges (ALVIAR) a annoncé des facilités de paiement pour l'achat du mouton du sacrifice pour l'Aid El-Adha, dans le cadre d'un programme spécial pour cette occasion, déclarant par ailleurs que les prix d'une tête sont fixés à partir de 45 000 DA.

Selon le PDG de l'ALVIAR, Lamine Derradji, des conventions ont été signées avec des entreprises et sociétés disposant des œuvres sociales pour la vente par facilité des moutons sans intérêts et ce sur une période allant jusqu'à 4 mois, à condition de payer 25% du prix du mouton lors de la première tranche. « Comme à chaque année et en coordination avec le ministère de l'Agriculture, des mesures ont été prises dans l'objectif de veiller sur la disponibilité des moutons de l'Aid à prix raisonnables à l'instar de la délivrance des autorisations de déplacement et commercialisation directes pour les éleveurs dans les différentes wilayas du pays pour couper la route aux intermédiaires et spéculateurs » précise-t-il. Ajoutant dans ce sillage l'ouverture de points directs pour la vente de moutons à travers le pays, à savoir Birtouta (Alger), El Bouni (Annaba), Es Senia (Oran), ainsi que deux points de vente dans la wilaya de Béjaïa et à Aïn M'ila, pré-



Ph : DR

disant que le prix est le même et a été fixé par la commission des prix relevant de l'ALVIAR. À ce propos le responsable a affirmé que les prix du mouton pour cette année commenceront par 45.000 DA et augmenteront selon le poids et la race... signalant de ce fait que les prix affichés chez ALVIAR seront beaucoup moins cher et plus raisonnables que ceux sur le marché. Tandis que le nombre des bêtes exposées ne dépassera pas les 6000 têtes, dit-il. Rappelant que le secteur a entamé

depuis une année une stratégie pour casser les prix, à travers l'élevage et la production des viandes rouges aux niveaux des fermes modèles sous forme de pôles pour l'élevage. « Nous avons un programme pour encourager la production nationale, et arrêter l'importation qui est une mesure urgente et exceptionnelle, nous avons le potentiel pour élever les moutons et les bœufs » affirme-t-il.

Par ailleurs, Lamine Derradji, a évoqué l'importation de la viande rouge et des têtes de bœufs destinés à l'abattage. Il a affirmé à ce sujet la poursuite tout au long de l'année de l'opération lancée pendant le mois de Ramadhan, pour régulariser les prix de la viande rouge. Il déclare dans ce cadre que bientôt un bateau arrivera avec 2500 têtes de bœufs destinés à l'abattage. Rassurant que la viande importée est Halal et que l'opération de l'abattage se fait selon la Chariaa et sous la supervision et le contrôle des vétérinaires algériens envoyés par l'ALVIAR. Aussi le même responsable a fait savoir qu'à cause de la crise au Soudan, l'importation depuis ce pays a été suspendue un moment mais elle sera reprise prochainement en passant par le port d'Alexandrie en Egypte.

Sarah O.

LAÛYOUNE OCCUPÉE

Un ancien prisonnier sahraoui empêché de se rendre chez lui

Selon le journal espagnol El Independiente, les autorités marocaines ont empêché un ancien prisonnier sahraoui, Sid Ahmed Hanini âgé de 68 ans, de se rendre à Laâyoune occupée pour aller chez des parents qu'il n'a pas vus depuis plusieurs années. « Vendredi soir, nous avons pris moi et mon épouse un vol depuis l'aéroport des Iles Canaries pour la ville de Laâyoune occupée.

Quand nous sommes arrivés et avons remis nos passeports à valider, des agents de la police marocaine nous ont emmenés dans une salle d'attente et nous ont informés que nous ne pouvions pas nous rendre à Laâyoune pour la simple raison que je suis militant et que j'ai travaillé au bureau du Front Polisario aux Iles Canaries, a raconté Sid Ahmed Hanini, 68 ans, au journal El Independiente. Et d'ajouter : « Après quoi, ils nous ont transférés dans une chambre à l'aéroport où nous avons passé toute la nuit sous surveillance

permanente, sans qu'ils nous donnent de quoi manger. Avant de poursuivre: Nos parents, qui ont pu nous envoyer des bouteilles d'eau et des boissons gazeuses, ont tenté de convaincre les responsables au niveau de l'aéroport pour nous libérer, en vain. Ces derniers leur ont dit que l'ordre était venu d'en haut et qu'ils ne pouvaient rien faire ». L'empêchement des militants sahraouis et amis de la cause sahraouie de se rendre dans les territoires sahraouis occupés par les autorités marocaines est monnaie courante au royaume. Le dernier cas en date est celui de la militante et avocate française Elise Taulet, empêchée en avril dernier par le Maroc d'accéder aux territoires sahraouis occupés pour rencontrer des prisonniers politiques sahraouis et leurs familles.

HUMAN RIGHTS FOUNDATION CONDAMNE International Human Rights Foundation (HRF) a condamné dans les termes

les plus fermes, ces violations marocaines contre le peuple sahraoui, appelant au respect absolu des droits de l'Homme et des résolutions de l'ONU dans les territoires sahraouis occupés. Dans un tweet publié sur sa page officielle, l'ONU a exprimé sa condamnation catégorique des récentes hostilités contre le peuple sahraoui, comprenant une série d'actes allant de la diffamation calomnieuse dans les médias aux cybers attaques et même aux opérations militaires contre des civils non armés. L'ONG a, en outre, insisté sur le respect sans équivoque des droits humains du peuple sahraoui mais aussi sur le respect absolu des résolutions adoptées par l'Assemblée générale de l'ONU. Les forces d'occupation marocaines poursuivent leur campagne répressive contre les militants sahraouis, sur fond de black-out médiatique et d'un blocus imposé aux territoires occupés.

R. I.

ADELE KHODR,
DIRECTRICE DE L'UNICEF
POUR LA RÉGION MENA
« L'Algérie est
un partenaire
clé »

Le secteur de l'Éducation veille à atteindre une école de qualité et à relever le défi de l'amélioration de la qualité de l'enseignement et de l'éducation, déploie les moyens nécessaires, dans le cadre de sa politique de démocratisation de l'enseignement. Sur sa rencontre avec la directrice régionale de l'Unicef pour la région Moyen-Orient et Afrique du nord (MENA), Adele Khodr, le ministre de l'Éducation, Abdelhakim Belabed a indiqué, que celle-ci « s'inscrivait dans le cadre du lancement de la mise en œuvre de la convention ratifiée entre l'Algérie et l'Unicef pour 2023-2024 » portant selon le communiqué du ministère sur « la coopération et coordination dans le domaine de l'éducation ». Soulignant avoir évoqué avec la responsable de l'agence onusienne, "l'enseignement préparatoire, la promotion et l'appui des systèmes informatiques et numériques au niveau du secteur de l'Éducation nationale, outre l'évaluation des acquis introduits dans le système éducatif national à partir de cette année », Mme Adele Khodr a salué les efforts de l'Algérie relatif à « la gratuité de l'enseignement ». Aussi, selon la même source, la même responsable a également salué « l'adoption du nouveau système d'évaluation des acquis des élèves de fin du cycle primaire », estimant, que cette démarche est à même « d'ériger l'Algérie en pays leader dans la région ». La directrice régionale de l'Unicef pour la région Moyen Orient et Afrique du nord (MENA) a affirmé, au terme de sa rencontre, lundi, avec le ministre de l'Éducation nationale que « le ministère de l'Éducation est un partenaire clé de l'Unicef en matière d'enseignement des enfants », saluant les efforts de l'Algérie dans ce domaine, pays qui a promu, depuis son indépendance, l'obligation et la gratuité de l'enseignement, dans le cadre d'un État social.

H. B.

SOUS-RIRE

Le parti de Pedro Sanchez a subi une lourde défaite aux élections municipales et régionales



BEJACHE